

VUE D'ENSEMBLE

**RAPPORT 2022 SUR
LA PAUVRETÉ ET LA
PROSPÉRITÉ PARTAGÉE**

CORRIGER LE TIR



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



VUE D'ENSEMBLE

CORRIGER
LE TIR



Cet abrégé présente une vue d'ensemble et la table des matières du *Poverty and Shared Prosperity 2022 : Correcting Course* (doi: 10.1596/978-1-4648-1893-6). La version intégrale du rapport définitif, une fois publié, sera affichée en format PDF sur les sites <https://openknowledge.worldbank.org/> et <http://documents.worldbank.org/>. Des exemplaires du rapport peuvent également être commandés à l'adresse <http://Amazon.com>. Pour toute citation, reproduction et adaptation, veuillez utiliser la version définitive du rapport.

© 2022 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale
1818 H Street NW,
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

Ce présent ouvrage a été publié en anglais sous le titre *Poverty and Shared Prosperity 2022 : Correcting Course* en 2022. En cas de contradictions, la langue originelle prévaudra.

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution (paternité), il est possible de copier, distribuer, transmettre et adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Banque mondiale. 2022. « Rapport 2022 sur la pauvreté et la prospérité partagée: Corriger le tir. » Abrégé. Banque mondiale, Washington, DC. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir.*

Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences doivent être adressées à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street, NW Washington, DC, 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Conception de la page de couverture : Bill Pragluski, Critical Stages, LLC.

Conception de la page de intérieure : Ricardo Echeconar, Beyond SAC.

Table des matières

<i>Remerciements</i>	<i>v</i>
<i>À propos de l'équipe</i>	<i>vii</i>
<i>Messages principaux</i>	<i>xi</i>

Vue d'ensemble **1**

Introduction	1
Première partie. Progrès en matière de pauvreté et de prospérité partagée	2
Deuxième partie. Politique budgétaire pour une reprise inclusive	11
Notes	26
Références	26

Encadrés

O.1 Adoption de nouveaux seuils de pauvreté basés sur les PPA de 2017	4
O.2 Mesure de la pauvreté en Inde	6
O.3 Outils permettant de hiérarchiser les mesures budgétaires	20

Figures

O.1 La pandémie de COVID-19 a provoqué un choc historique pour la pauvreté dans le monde	3
O.2 Les tendances récentes à la réduction des inégalités dans le monde se sont inversées en 2020	5
O.3 La réduction de la pauvreté a repris lentement en 2021, mais pourrait stagner en 2022	8
O.4 Recul de la pauvreté dans tous les pays en 2020, suivi d'une reprise timide et inégale entre pays	9
O.5 Les progrès vers une réduction de la pauvreté ont ralenti de manière durable	10
O.6 L'interaction entre les chocs, les mesures prises par les pays et la pauvreté a une incidence sur la mobilité domicile-travail	12
O.7 La politique budgétaire a atténué les effets de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté, mais dans une moindre mesure dans les pays pauvres	14
O.8 Fournir une aide en temps voulu à ceux qui en ont le plus besoin a été un véritable défi	16
O.9 Dans les pays pauvres, les ménages pauvres sont plus susceptibles de se retrouver avec moins d'argent, une fois les impôts payés et les transferts reçus	17
O.10 Les pays pauvres dépendent davantage de la fiscalité indirecte, qui est moins progressive	18
O.11 Les pays pauvres dépensent moins en transferts qu'en subventions, qui profitent moins aux pauvres	19

Remerciements

Ce rapport a été élaboré sous la direction de Jed Friedman et Ruth Hill. L'équipe principale était composée des personnes suivantes : Jessica Adler, Pierre Bachas, Katy Bergstrom, Ben Brunkhorst, Benoit Decerf, Uche Ekhatior-Mobayode, Yeon Soo Kim, Christoph Lakner, Daniel Gerszon Mahler, Marta Schoch, Mahvish Shaukat, Mariano Sosa, Samuel Kofi Tetteh-Baah, Matthew Wai-Poi et Nishant Yonzan. Elle a bénéficié des contributions d'Evie Calcutt, Andres Castaneda, Mark Conlon, Leif Jensen, Jose Ernesto Lopez-Cordova, Arthur Galego Mendes, Rose Mungai, Minh Cong Nguyen, Stephen Michael Pennings, Tatiana Skalon, Veronica Montalva Talledo, Marika Verulashvili, Martha Viveros et Kushan Sanuka Weerakoon. Jessica Adler était la coordinatrice du projet, et Anna Regina Rillo Bonfield, Karem Edwards et Claudia Gutierrez ont apporté un soutien général à l'équipe.

Les auteurs tiennent à remercier tout particulièrement l'équipe chargée des données sur la pauvreté et les inégalités dans le monde, l'équipe chargée des données pour les objectifs (D4G), notamment Carolina Diaz-Bonilla, Minh Cong Nguyen et Rose Mungai, ainsi que les équipes statistiques régionales qui n'ont ménagé aucun effort pour assurer la cohérence et la précision du suivi de la pauvreté dans le monde et des prévisions à cet égard. Les auteurs ont fort apprécié les échanges qu'ils ont eus avec les membres du Bureau mondial du Programme de comparaison internationale de la Banque mondiale, en particulier, Maurice Nsabimana et Mizuki Yamanaka.

Les travaux se sont déroulés sous la direction générale de Deon Filmer, Haishan Fu et Carolina Sánchez-Páramo, avec le concours de Luis Felipe Lopez, Benu Bidani, Berk Ozler et Umar Serajuddin. L'équipe exprime également toute sa reconnaissance pour les orientations générales fournies par Indermit Gill, Aart Kraay et Carmen Reinhart.

Ce rapport n'aurait pas vu le jour sans les équipes de communication, de rédaction et d'édition. Elizabeth Howton, Anugraha Palan et Joe Rebello ont dirigé la stratégie de communication et le travail de collaboration avec le soutien de Paul Blake, Paul Gallagher, Nicholas Nam, Inae Riveras, Shane Kimo Romig, Torie Smith et Nina Vucenik. Catherine Lips, Sabra Ledent et Honora Mara ont édité le rapport, et sa conception graphique a été assurée par Ricardo Echecopar et Bill Praguski. Alberto Cairo et Divyanshi Wadhwa ont fourni des services de visualisation des données. Mary Fisk, Amy Lynn Grossman, Patricia Katayama et Yaneisy Martinez du Programme d'édition du Groupe de la Banque mondiale ont assuré la rédaction, la conception, la mise en page, la traduction et l'impression du rapport.

L'équipe tient à remercier le comité de lecture et les conseillers externes pour leurs conseils. Le rapport a fait l'objet d'un examen interne des experts suivants : Paloma Anos Casero, Dean Jolliffe, Ambar Narayan, Norbert Schady et Céline Thevenot. Les conseillers externes étaient Stefan Dercon, Nathan Hendren et Nora Lustig. Patrick Heuveline a également fourni des conseils

avisés. L'équipe remercie par ailleurs les nombreux collègues de la Banque mondiale qui ont fait part de leurs observations pendant l'élaboration du rapport. Elle exprime tout particulièrement sa gratitude à Alan Fuchs, Ugo Gentilini, Alvaro Gonzalez, Chadi Bou Habib, Alaka Holla, Gabriela Inchauste, Maria Ana Lugo, Johan Mistiaen, Yuko Okamura, Pierella Paci et Rinku Murgai pour leurs précieuses observations. L'équipe a également bénéficié de nombreuses discussions fort utiles avec diverses équipes du Groupe de la Banque mondiale, notamment le Bureau de l'économiste en chef du pôle mondial d'expertise en Développement humain.

Ce rapport est un projet conjoint des groupes de recherche et de données sur le développement de la vice-présidence Économie du développement et du pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la vice-présidence Croissance équitable, Finances et Institutions de la Banque mondiale. Les travaux analytiques ont bénéficié d'un financement du gouvernement britannique dans le cadre du programme de recherche *Data and Evidence for Tackling Extreme Poverty* (Données et éléments factuels pour lutter contre l'extrême pauvreté).



À propos de l'équipe

Co-chefs d'équipe

Jed Friedman est économiste principal au sein du Groupe de recherche sur le développement (équipe Pauvreté et inégalités) à la Banque mondiale. Ses recherches portent sur la mesure du bien-être et de la pauvreté ainsi que sur l'évaluation des politiques sociales et de santé. Ses travaux actuels portent sur l'efficacité des réformes du financement de la santé, l'évaluation des gains nutritionnels et développementaux des programmes d'investissement dans les jeunes enfants et les nouvelles méthodes de mesure du bien-être dans les enquêtes. Les travaux antérieurs de Jed ont été publiés dans les revues suivantes, entre autres : *Journal of the European Economic Association*, *Review of Economics and Statistics*, *Journal of Development Economics*, *Journal of Human Resources* et *The Lancet*. Jed est titulaire d'une licence en philosophie de l'Université de Stanford et d'un doctorat en économie de l'Université du Michigan.

Ruth Hill est économiste principale au sein de l'unité mondiale du pôle mondial d'expertise Pauvreté et équité à la Banque mondiale. Elle a précédemment travaillé dans les unités Afrique subsaharienne et Asie du Sud sur des diagnostics de revenu rural, des évaluations de la pauvreté, des diagnostics systématiques par pays et un projet de protection sociale en milieu urbain. De 2019 à 2021, Ruth a été détachée en tant qu'économiste en chef auprès du Centre pour la protection contre les catastrophes du gouvernement britannique. Avant de rejoindre la Banque mondiale en 2013, elle était chargée de recherche principale à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, où elle a mené des évaluations d'impact sur les interventions en matière d'assurance, de crédit et de marché. Ruth a publié des articles dans les revues suivantes : *Journal of Development Economics*, *World Bank Economic Review*, *Economic Development and Cultural Change*, *Experimental Economics*, *American Journal of Agricultural Economics* et *World Development*. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université d'Oxford.

Équipe principale

Jessica Adler est responsable senior des opérations au sein de l'unité mondiale du pôle mondial d'expertise Pauvreté et équité à la Banque mondiale. Elle contribue à la mise en œuvre du programme de travail Pauvreté et équité, ce qui comprend notamment la conception de la stratégie et du programme, le conseil opérationnel, l'assurance qualité, la gestion du portefeuille et le suivi des résultats. Jessica est également gestionnaire de programme pour l'*Umbrella*

Facility for Poverty and Equity, un fonds fiduciaire multidonateurs pour la lutte contre la pauvreté et l'équité. Elle est titulaire d'une licence en économie internationale de l'Université George Washington et d'une maîtrise en politiques publiques de l'Université George Mason.

Pierre Bachas est économiste dans le Groupe de recherche sur le développement (équipe Macroéconomie et croissance) à la Banque mondiale. Ses recherches portent sur les finances publiques dans les pays en développement, notamment la conception optimale de l'impôt et les difficultés de recouvrement auxquelles sont confrontés les pays à revenu faible ou intermédiaire en raison de l'évasion fiscale, de l'informalité et des différences de structure économique. Avant de rejoindre la Banque mondiale, Pierre était chercheur postdoctoral à l'Université de Princeton. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Californie à Berkeley.

Katy Bergstrom est économiste dans le Groupe de recherche sur le développement (équipe Pauvreté et inégalités) à la Banque mondiale. Ses recherches portent sur la convergence entre l'économie publique et l'économie du développement, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la redistribution optimales dans les pays en développement, les déterminants des inégalités de revenu et les écarts d'investissement en faveur des enfants. Katy est titulaire d'une licence en économie et en mathématiques de l'Université de Canterbury (Nouvelle-Zélande) et d'un doctorat en économie de l'Université de Stanford.

Ben Brunckhorst est consultant au sein de l'unité mondiale du pôle mondial d'expertise Pauvreté et équité à la Banque mondiale. Ses recherches portent sur le changement climatique et la pauvreté, le financement de la réduction des risques de catastrophe et les investissements dans les infrastructures publiques. Avant de rejoindre la Banque mondiale, il était assistant de recherche à l'Université d'Oxford et au Centre de protection contre les catastrophes du gouvernement britannique. Ben est titulaire d'une licence en ingénierie et en économie de l'Université du Queensland et d'une maîtrise en économie du développement de l'Université d'Oxford.

Benoit Decerf est économiste au sein du Groupe de recherche sur le développement à la Banque mondiale. Spécialiste de la microthéorie appliquée, il s'intéresse à la mesure de la pauvreté, à l'économie du bien-être et à la conception de mécanismes. Ses recherches actuelles sur la mesure de la pauvreté portent sur la définition d'indicateurs de pauvreté regroupant différentes dimensions de la privation, par exemple la subsistance et la participation sociale, ou la pauvreté et la mortalité. Benoit est titulaire d'une maîtrise de la Katholieke Universiteit Leuven et d'un doctorat de l'Université catholique de Louvain, toutes deux en Belgique.

Uche Ekhaton-Mobayode travaille au sein de l'unité mondiale du pôle mondial d'expertise Pauvreté et équité dans le cadre du programme *Young Professionals* de la Banque mondiale. Elle était auparavant professeur adjoint d'économie à l'Université de Pittsburgh à Bradford. En 2018, elle a passé une année à la Banque mondiale, au sein de la cohorte pionnière du programme de bourses de recherche sur les déplacements forcés, et en tant que consultante pour le projet Dimensions sexospécifiques du déplacement forcé au sein de l'Unité mondiale chargée des questions de genre. Uche est titulaire d'un doctorat en économie de la Northern Illinois University.

Yeon Soo Kim est économiste principale au sein de l'unité mondiale du pôle mondial d'expertise Pauvreté et équité, où elle codirige le programme mondial sur les effets redistributifs de la pandémie de COVID-19. Elle a précédemment travaillé dans les régions Europe et Asie centrale

À PROPOS DE L'ÉQUIPE

et Asie du Sud, basée au bureau du Sri Lanka de 2018 à 2021. Yeon Soo a dirigé ou contribué à l'élaboration de rapports sur diverses questions, notamment la pauvreté, les inégalités, les effets de la politique budgétaire, l'informalité et les disparités spatiales. Avant de rejoindre la Banque mondiale, elle était chargée de recherche associée à l'Institut coréen de développement, où elle a travaillé sur les questions de travail et de santé. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université du Maryland à College Park.

Christoph Lakner est économiste principal au sein du Groupe chargé des données de la vice-présidence de l'Économie du développement à la Banque mondiale. Ses recherches portent sur l'inégalité, la pauvreté et les marchés du travail dans les pays en développement. En particulier, il a travaillé sur les inégalités dans le monde, la relation entre l'inégalité des chances et la croissance, l'incidence des écarts de prix entre régions sur l'inégalité, et la composition des revenus les plus élevés. Il participe également au suivi de la pauvreté dans le monde par la Banque mondiale. Christoph dirige l'équipe chargée des données sur la pauvreté et les inégalités, qui publie la Plateforme sur la pauvreté et les inégalités, où se trouvent les chiffres de la Banque mondiale sur la pauvreté dans le monde. Il est titulaire d'une licence en économie, ainsi que d'une maîtrise et d'un doctorat de l'Université d'Oxford.

Daniel Gerszon Mahler est économiste au sein du Groupe chargé des données de la vice-présidence de l'Économie du développement, où il fait partie de l'équipe chargée des statistiques sur le développement durable et de l'équipe de la Plateforme sur la pauvreté et les inégalités. Avant de rejoindre la Banque mondiale, il a été chercheur invité à la *Kennedy School of Government* de l'Université de Harvard et a travaillé pour le ministère danois des Affaires étrangères. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Copenhague. Il mène des recherches sur la mesure de la pauvreté, des inégalités et du bien-être.

Marta Schoch est consultante au sein du Groupe chargé des données de la vice-présidence de l'Économie du développement à la Banque mondiale, où elle contribue aux travaux du Groupe sur la mesure de la pauvreté et des inégalités dans le monde. Ses domaines de recherche sont l'économie politique, les inégalités et la pauvreté, et plus particulièrement la formation des préférences politiques et son lien avec les inégalités. Depuis qu'elle a rejoint la Banque mondiale en 2020, elle a collaboré au *Rapport 2020 sur la pauvreté et la prospérité partagée* et a contribué à l'élaboration du *Rapport 2022 sur l'évaluation de la pauvreté au Nigéria*. Auparavant, elle a travaillé pour l'Université du Sussex, le consortium de recherche *Migrating out of Poverty* et l'*Imperial College London*. Marta est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université du Sussex.

Mahvish Shaukat est économiste au sein du Groupe de recherche sur le développement (équipe Macroéconomie et croissance) à la Banque mondiale. Ses recherches portent sur les questions de gouvernance, d'économie politique et de finances publiques, le but étant de comprendre comment les institutions et les mesures d'incitation déterminent l'efficacité de l'État et le bien-être des citoyens. Mahvish est titulaire d'un doctorat en économie du *Massachusetts Institute of Technology*.

Mariano Sosa est consultant au sein de l'unité mondiale du pôle mondial d'expertise Pauvreté et équité à la Banque mondiale. Ses recherches portent sur les finances publiques et la politique budgétaire. Ses domaines d'expertise sont l'analyse de l'incidence des mesures budgétaires,

la politique sociale et les effets redistributifs de la politique budgétaire dans les pays en développement. Avant de rejoindre la Banque mondiale, Mariano était chargé de recherche au Département des études de la Banque interaméricaine de développement. Il est titulaire d'une maîtrise en administration publique (développement international) de la Harvard Kennedy School.

Samuel Kofi Tetteh-Baah est consultant au sein du Groupe de gestion des données sur l'économie du développement de la Banque mondiale. D'une manière générale, ses travaux portent sur l'analyse empirique de la pauvreté et des inégalités. Il se consacre principalement à l'évaluation de l'impact des parités de pouvoir d'achat sur les estimations de la pauvreté dans le monde. Il est titulaire d'un doctorat en économie du développement de l'École polytechnique fédérale de Zurich, en Suisse.

Matthew Wai-Poi est économiste principal au sein du pôle mondial d'expertise Pauvreté et équité de la Banque mondiale où il soutient le programme de travail sur la lutte contre la pauvreté et les inégalités dans la région Asie de l'Est et Pacifique, ainsi que sur des sujets tels que la classe moyenne, les revenus supérieurs, les taux d'activité des femmes et les effets redistributifs du changement climatique. Il est également responsable mondial des effets redistributifs des politiques budgétaires et sociales. Auparavant, toujours à la Banque mondiale, il a travaillé sur les questions de pauvreté et d'inégalité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, notamment sur le rôle du genre et des déplacements, et a été basé à Jakarta pendant huit ans. Il est corédacteur du récent rapport phare sur le ciblage de l'aide sociale et a publié des articles, notamment dans le *Journal of Political Economy* et *American Economic Association Papers and Proceedings*. Matthew est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Columbia et de diplômes de droit et de gestion des affaires. Il a travaillé dans le conseil en gestion avant d'entrer à la Banque mondiale.

Nishant Yonzan est consultant auprès du Groupe chargé des données de la vice-présidence de l'Économie du développement (équipe chargée des données sur la pauvreté et les inégalités) à la Banque mondiale. Il contribue au programme mondial du Groupe sur la mesure de la pauvreté et des inégalités. Ses recherches portent sur la mesure, les causes et les conséquences de la pauvreté et des inégalités économiques. Certains de ses travaux ont mis en évidence le rôle des institutions dans l'évolution des distributions économiques et des conflits civils, l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté et les inégalités, l'effet des transferts monétaires sur la fécondité, et les écarts dans les revenus supérieurs mis en évidence dans les enquêtes et les données fiscales. Nishant est titulaire d'un doctorat en économie du *Graduate Center* de *City University of New York*.

Messages principaux

Le dernier rapport de la Banque mondiale sur la *pauvreté et la prospérité partagée* offre le premier aperçu complet de la pauvreté dans le monde au lendemain d'une série exceptionnelle de chocs sur l'économie planétaire.

La pandémie de COVID-19 a infligé à la pauvreté dans le monde le plus grand revers depuis des décennies. La pandémie a fait augmenter le taux de l'extrême pauvreté dans le monde, estimé à 9,3 % en 2020, contre 8,4 % en 2019. Cela signifie que plus de 70 millions de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté à la fin de l'année 2020, ce qui porte le total mondial à plus de 700 millions.

L'année 2020 a marqué un tournant historique : une ère de convergence mondiale des revenus a laissé place à une divergence mondiale. Les personnes les plus pauvres au monde ont payé le plus lourd tribut à la pandémie. Les revenus des pays les plus pauvres ont chuté beaucoup plus que ceux des pays riches. En conséquence, les pertes de revenus des plus pauvres au monde ont été deux fois plus importantes que celles des plus riches et les inégalités dans le monde ont augmenté pour la première fois depuis des décennies.

Les plus pauvres ont également souffert démesurément dans de nombreux autres domaines qui ont une incidence directe sur leur bien-être. Par exemple, ils ont été confrontés à d'importants reculs dans les domaines de la santé et de l'éducation, avec des conséquences dévastatrices, notamment une mortalité prématurée et des pertes d'apprentissage prononcées. Ces revers, s'ils ne sont pas atténués par les pouvoirs publics, auront des conséquences durables sur les perspectives de revenus des personnes tout au long de leur vie.

La reprise économique après la pandémie de COVID-19 a été inégale. Les économies les plus riches se sont remises de la pandémie à un rythme beaucoup plus rapide que les économies à faible revenu ou à revenu intermédiaire. La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, attisée par les chocs climatiques et les conflits entre les plus grands producteurs de denrées alimentaires du monde, empêche une reprise rapide. D'ici à la fin de l'année 2022, pas moins de 685 millions de personnes pourraient encore vivre dans l'extrême pauvreté. Cela placerait 2022 au deuxième rang (après 2020) des années les plus défavorables pour la réduction de la pauvreté au cours des deux dernières décennies.

Ces revers sont survenus alors que le rythme de la réduction de la pauvreté ralentissait déjà. Au cours des cinq années qui ont précédé la pandémie, la réduction de la pauvreté avait

ralenti à 0,6 point de pourcentage par an. Avant 2020, le monde était déjà très loin de l'objectif mondial de mettre fin à l'extrême pauvreté à l'horizon 2030. Ce rapport prévoit que 7 % de la population mondiale, soit environ 574 millions de personnes, vivront toujours dans l'extrême pauvreté en 2030. Ce chiffre est très éloigné de l'objectif mondial de 3 % fixé pour cette année. En outre, le rapport montre qu'en 2019, près de la moitié de la population mondiale (47 %) vivait dans la pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 6,85 dollars par jour.

Ces revers appellent un changement de cap radical. Malgré des circonstances mondiales et nationales difficiles, les décideurs doivent redoubler d'efforts pour assurer la croissance de leurs économies dans les années à venir, tout en accordant une attention particulière aux personnes qui doivent bénéficier de cette croissance. La nécessité d'une croissance qui stimule les revenus des plus pauvres ne saurait être plus pressante qu'aujourd'hui.

Une reprise résiliente ne peut être assurée qu'au prix d'un large éventail de politiques. Ce rapport se concentre sur la politique budgétaire, un domaine essentiel au cœur des réponses aux pandémies et aux postpandémies. La politique budgétaire concerne la manière dont les administrations perçoivent des recettes et dépensent les ressources publiques. Ce rapport propose une nouvelle analyse de la manière dont la politique budgétaire a été utilisée au cours de la première année de la pandémie. Il met également en évidence l'incidence des impôts et taxes, des transferts et des subventions sur la pauvreté et les inégalités dans 94 pays avant 2020, fournissant ainsi de nouvelles informations importantes sur les répercussions de la politique budgétaire, non seulement pendant les crises, mais aussi dans des conditions normales.

La politique budgétaire a fait une différence considérable dans la réduction de l'incidence de la pandémie sur la pauvreté. Sans elle, le taux de pauvreté moyen dans les économies en développement, évalué sur la base des seuils de pauvreté nationaux, aurait été supérieur de 2,4 points de pourcentage. Pourtant, la politique budgétaire a été beaucoup moins protectrice dans les économies les plus pauvres que dans les plus riches. La plupart des économies à revenu élevé ont entièrement compensé les répercussions de la pandémie sur la pauvreté par le recours à la politique budgétaire et les économies à revenu intermédiaire tranche supérieure ont compensé la moitié de ces répercussions. En revanche, les économies à faible revenu et à revenu intermédiaire tranche inférieure n'en ont compensé qu'un quart. Ces différences d'efficacité étaient liées à un accès plus limité au financement, des systèmes de prestation plus faibles et des niveaux plus élevés d'informalité, ce qui rend la protection des emplois beaucoup plus difficile.

D'une manière générale, les économies à faible revenu et à revenu intermédiaire ont tendance à moins bien réussir que les économies à revenu élevé à faire en sorte que le jeu des impôts et taxes, des transferts et des subventions profite aux pauvres. Les impôts et taxes financent les dépenses consacrées aux services essentiels et aux investissements, et les transferts et subventions peuvent compenser leur incidence sur les revenus des ménages. Cependant, dans deux tiers des économies à faible revenu ou à revenu intermédiaire, le revenu des ménages pauvres diminue une fois que les impôts ont été payés et que les transferts et subventions ont été reçus. Cette divergence est partiellement imputable à la part plus importante du secteur informel dans ces économies. En conséquence, les impôts et taxes sont essentiellement perçus de manière indirecte — par le biais des taxes sur la consommation et des droits d'accise — et les transferts de revenus sont souvent trop faibles pour compenser.

Compte tenu de ces difficultés structurelles, le présent rapport définit trois mesures prioritaires essentielles en matière de politique budgétaire pour les années à venir, au moment où les pays s’efforcent de redresser la barre :

- 1. Réorienter les dépenses en abandonnant les subventions au profit de prestations ciblant les groupes pauvres et vulnérables.** Les subventions sont souvent mal ciblées. Par exemple, la moitié des dépenses consacrées aux subventions à l’énergie dans les économies à faible revenu ou à revenu intermédiaire sont destinées aux 20 % les plus riches de la population, qui consomment davantage d’énergie. En revanche, les programmes tels que les transferts monétaires ciblés ont bien plus de chances d’atteindre les groupes pauvres et vulnérables. Plus de 60 % des dépenses consacrées aux transferts en espèces vont aux 40 % les plus pauvres. Ces transferts ont également tendance à avoir une incidence plus importante sur la croissance des revenus que les subventions.
- 2. Augmenter les investissements publics qui appuient le développement à long terme.** Certaines des dépenses publiques les plus importantes, comme les investissements dans le capital humain des jeunes ou les investissements dans les infrastructures et la recherche et le développement, peuvent avoir, des décennies plus tard, une incidence bénéfique sur la croissance, les inégalités ou la pauvreté. En période de crise, il est difficile de protéger ces investissements, mais il est essentiel de le faire. La pandémie de COVID-19 a montré que les progrès durement réalisés au fil des décennies peuvent soudainement s’évanouir. Concevoir aujourd’hui des politiques budgétaires tournées vers l’avenir peut aider les pays à mieux se préparer et se protéger contre les crises futures.
- 3. Mobiliser des recettes sans léser les pauvres.** Cela peut se faire par le biais de taxes sur la propriété et le carbone et en rendant plus progressif l’impôt sur le revenu des personnes physiques et des sociétés. Si des impôts indirects doivent être augmentés, il est possible d’utiliser simultanément les transferts en espèces pour compenser leurs effets sur les ménages les plus vulnérables.

La réforme de la politique budgétaire constituera un facteur essentiel pour changer de cap, mais il convient d’être réaliste quant aux résultats que l’on peut en attendre. Malgré le caractère prometteur des réformes fiscales, les simulations semblent indiquer qu’il faudra des efforts énormes pour faire des choix plus efficaces en matière de politique budgétaire, afin de compenser les pertes liées à la pandémie dans les quatre à cinq prochaines années. La réussite de ces réformes budgétaires réussie nécessitera l’appui de coalitions nationales suffisamment puissantes et intéressées par la poursuite de ce type d’objectifs de politique, ainsi qu’un renforcement de la coopération mondiale.

Pour accélérer la réduction de la pauvreté dans le monde et avancer en direction des objectifs de développement durable, il faudra des mesures stratégiques plus globales. Il s’agira de mettre en place un programme plus large de mesures visant à stimuler le type de croissance dont peuvent bénéficier les personnes à tous les niveaux de revenu, mais en particulier celles qui se trouvent au bas de l’échelle. Il est à la fois urgent et difficile de changer de cap. Même si le changement se révèle insuffisant pour mettre fin à l’extrême pauvreté à l’horizon 2030, il doit commencer dès maintenant — dans l’intérêt d’un rétablissement durable après les crises qui se chevauchent aujourd’hui.

Vue d'ensemble

Introduction

La pandémie de COVID-19 a provoqué un net recul dans la lutte contre la pauvreté — probablement le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale. De nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire n'ont pas encore connu de reprise complète. Le surendettement de nombreux pays a empêché une reprise rapide, tandis que la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie — accentuée en partie par l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie et les chocs climatiques chez les grands producteurs de denrées alimentaires — contrarie les efforts faits pour lutter contre la pauvreté. Ces revers ont modifié la trajectoire de la réduction de la pauvreté de façon durable et profonde, éloignant encore davantage le monde de l'objectif de mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030.

L'année 2020 a marqué un tournant historique : une ère de convergence des revenus mondiaux a fait place à une divergence mondiale, les personnes les plus pauvres du monde étant les plus durement touchées. Les plus riches se sont relevés de la crise à un rythme plus rapide, exacerbant encore les différences. Cette divergence de fortune entre les riches et les pauvres de la planète a provoqué la première augmentation des inégalités dans le monde depuis des décennies.

La pandémie de COVID-19, conjuguée à la flambée relative des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, a porté un coup à toutes les économies du monde. Mais l'impact n'a pas été le même d'un pays à l'autre. Il a varié selon les choix politiques faits pendant la crise. De même, il est essentiel de mettre en œuvre une série de politiques et d'initiatives aujourd'hui pour assurer une reprise solide demain. Le présent rapport se concentre sur la politique budgétaire, c'est-à-dire sur la manière dont les gouvernements accroissent les recettes publiques et dépensent.

La politique budgétaire est l'un des instruments principaux utilisés par les gouvernements pour répondre aux besoins immédiats et favoriser la croissance à long terme, avec des répercussions importantes sur la pauvreté et les inégalités. Dans de nombreux pays, la politique budgétaire est actuellement soumise à de fortes pressions. Les exigences budgétaires liées à la nécessité de faire face à une crise prolongée ont laissé peu de place pour des dépenses supplémentaires, étant donné que de nombreux pays disposaient déjà d'une faible marge de manœuvre budgétaire au début de la pandémie après des années de faible croissance et de surendettement. L'histoire montre que les choix budgétaires faits par les gouvernements en ces temps difficiles peuvent constituer une bouée de sauvetage pour les ménages pauvres et vulnérables — mais ils peuvent aussi accroître la pauvreté et creuser les inégalités. Ce rapport propose une nouvelle analyse de la manière dont la politique budgétaire a été utilisée au cours de la première année de la pandémie. Il met également en lumière l'impact des impôts, des transferts et des subventions sur la pauvreté et les inégalités dans 94 pays avant 2020,

apportant ainsi un nouvel éclairage sur l'impact de la politique budgétaire non seulement en période de crise, mais aussi dans des conditions normales.

L'analyse montre que la capacité de la politique budgétaire à protéger le bien-être pendant les crises est limitée dans les pays pauvres. Les politiques budgétaires compensent entièrement l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté dans les pays à revenu élevé, mais elles compensent à peine un quart de cet impact dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire (tranche inférieure). Pour mieux soutenir les ménages en cas de crise prolongée, il faudra réorienter les dépenses de protection sociale en remplaçant les subventions généralement régressives et inefficaces par un système de transferts directs — une première priorité essentielle. Réorienter les dépenses budgétaires pour favoriser la croissance devrait être une deuxième priorité essentielle. Certaines des dépenses publiques les plus importantes, comme les investissements dans le capital humain des jeunes ou dans les infrastructures et la recherche-développement, ne portent leurs fruits que des décennies plus tard. En période de crise, il est difficile de protéger ces investissements mais il est essentiel de le faire. Enfin, il ne suffit pas de dépenser judicieusement lorsque des recettes supplémentaires doivent être mobilisées, elles doivent l'être de façon à minimiser les baisses de revenu subies par les plus pauvres. À cet égard, il peut être utile d'explorer des formes sous-utilisées de fiscalité progressive (telles que les taxes sur la propriété, la santé ou le carbone) et d'améliorer l'efficacité du recouvrement des impôts.

On trouvera ci-dessous une description des deux parties du rapport. La première partie décrit à grands traits l'évolution de la pauvreté et des inégalités depuis 2020 ; la seconde décrit le rôle possible de la politique budgétaire pour faire face à la crise actuelle et reprendre la réduction de la pauvreté globale.

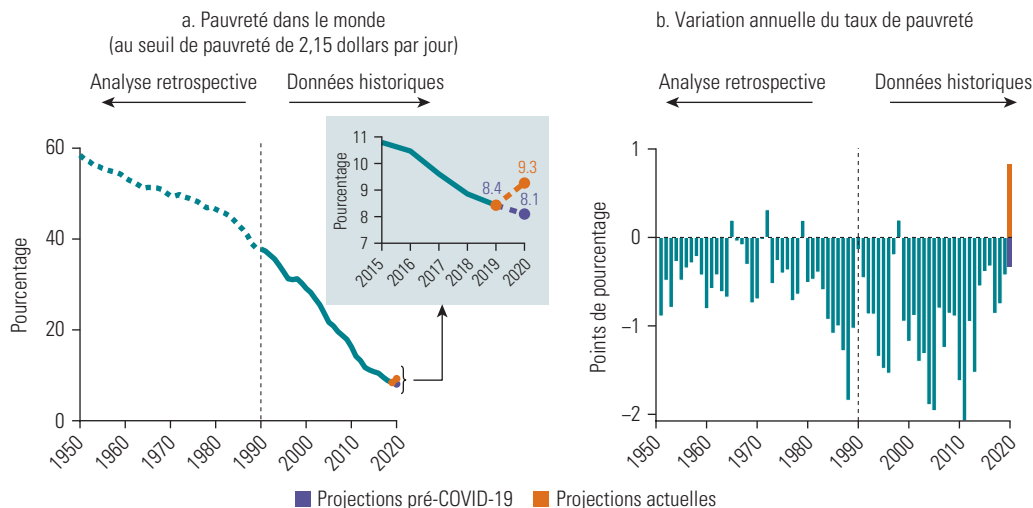
Première partie. Progrès en matière de pauvreté et de prospérité partagée

Après un parcours encourageant au cours des trois dernières décennies dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités, le monde s'est heurté au mur de la pandémie en 2020

Le début de la pandémie en 2020 a marqué un tournant après 30 ans de réduction de la pauvreté. La pauvreté dans le monde était passée de plus d'une personne sur trois (38 % de la population mondiale) en 1990 à moins d'une personne sur dix (8,4 %) en 2019¹.

La pandémie, en provoquant un choc généralisé sur l'économie mondiale, a déclenché la première augmentation de l'extrême pauvreté depuis plus de deux décennies (figure O.1). Faute de données d'enquête officielles dans de nombreux pays, les estimations de la pauvreté pour 2020 sont incertaines, et elles continueront d'être actualisées à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles. Les enquêtes sur lesquelles reposent les chiffres de la pauvreté ont été interrompues ou effectuées par téléphone (plutôt que par entretien individuel, méthode la plus courante) au plus fort de la crise, au deuxième trimestre de 2020. Néanmoins, des évaluations fondées sur des enquêtes sont désormais possibles dans un nombre croissant de pays. Prises dans leur ensemble, elles indiquent une hausse importante de la pauvreté par rapport aux normes historiques. Le revenu des 40 % les plus pauvres de la population mondiale a probablement diminué de 4 % en 2020. En conséquence, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a probablement augmenté de 11 % en 2020, passant de 648 millions à 719 millions. Cette augmentation a fait grimper le taux d'extrême pauvreté de 1,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions du début de l'année 2020 (on s'attendait à ce que l'extrême pauvreté diminue).

Cette augmentation de la pauvreté dans le monde marque un recul historique dans la lutte contre la pauvreté dans le monde. Bien que les données antérieures à 1990 soient en grande partie basées sur les taux de croissance nationaux, et donc plus incertaines, le choc actuel est probablement le plus important depuis 1945 en raison de la portée mondiale de la pandémie. En général, les chocs passés (tels que la crise financière asiatique de 1997, qui a entraîné une augmentation

FIGURE 0.1**La pandémie de COVID-19 a provoqué un choc historique pour la pauvreté dans le monde**

Sources : Estimations de la Banque mondiale basées sur Mahler, Yonzan et Lakner, à paraître ; Banque mondiale, *Poverty and Inequality Platform*, <https://pip.worldbank.org> ; Banque mondiale, base de données du rapport Perspectives économiques mondiales, <https://databank.worldbank.org/source/global-economic-prospects>.

Note : Le panneau a montre le taux de pauvreté dans le monde au seuil de pauvreté de 2,15 dollars par jour pour la période 1950-2020. Les données historiques pour la période 1990-2019 proviennent de la Plateforme sur la pauvreté et les inégalités. Les estimations rétrospectives sont « rétropolées » à partir de 1990 en utilisant la croissance des comptes nationaux. Les données des comptes nationaux avant 1990 proviennent de la Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde (base de données), <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators> ; Fonds monétaire international, Perspectives économiques mondiales, <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases> ; Bolt et van Zanden 2020. Les projections actuelles utilisent la méthode de prévision immédiate décrite au chapitre 1 et diverses sources de données pour projeter l'estimation la plus récente de la série de 2019 à 2020. Les projections pré-COVID extrapolent la série de 2019 à 2020 en utilisant les prévisions de croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant dans la base de données du rapport Perspectives économiques mondiales — janvier 2020. Le panneau b montre la variation annuelle, en points de pourcentage, du taux de pauvreté dans le monde.

de 0,2 point de pourcentage de la pauvreté dans le monde) avaient tendance à toucher des pays ou des régions spécifiques. Le choc économique actuel a entraîné des pertes généralisées d'emplois et de revenus, les gens cessant de travailler et réduisant leur consommation dans toutes les régions du monde. Selon les données recueillies par la Banque mondiale pendant la pandémie de COVID-19 dans le cadre d'enquêtes téléphoniques à haute fréquence, en moyenne 23 % des personnes interrogées dans les pays étudiés ont déclaré avoir arrêté de travailler entre avril et juin 2020, et 60 % ont fait état d'une perte de revenu.

Le présent rapport documente ces tendances en utilisant de nouveaux seuils de pauvreté basés sur le cycle 2017 des données de prix du Programme de comparaison internationale (PCI) recueillies pour estimer les parités de pouvoir d'achat (PPA) (voir l'encadré O.1). Toutes les estimations de la pauvreté présentées dans le rapport utilisent les lignes de pauvreté basées sur la PPA de 2017. Cette approche actualisée a pour effet de modifier le seuil d'extrême pauvreté, qui passe de 1,90 dollar (PPA de 2011) à 2,15 dollars (PPA de 2017), ainsi que d'autres seuils de pauvreté internationaux.

L'augmentation de la pauvreté dans le monde ne se limite pas à l'extrême pauvreté au seuil de pauvreté international. Au seuil de pauvreté de 3,65 dollars, qui correspond à la plupart des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le taux de pauvreté dans le monde a augmenté d'environ 1,3 point de pourcentage, passant de 23,5 % en 2019 à 24,8 % en 2020. Au seuil de pauvreté de 6,85 dollars, qui correspond à la plupart des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le taux de pauvreté a également augmenté de 1,2 point de pourcentage en 2020 (soit 134 millions de pauvres supplémentaires).

ENCADRÉ 0.1**Adoption de nouveaux seuils de pauvreté basés sur les PPA de 2017**

Les chiffres de la pauvreté de 2019 sont les premiers à adopter les nouvelles estimations des prix mondiaux basées sur les parités de pouvoir d'achat (PPA) de 2017 qui permettent les comparaisons internationales. Avec les nouvelles PPA, les seuils de pauvreté internationaux ont été révisés. Les seuils de pauvreté internationaux correspondent à la médiane des seuils de pauvreté nationaux dans les pays à faible revenu, les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, convertis en dollars en utilisant les taux de change PPA. Le seuil d'extrême pauvreté de 1,90 dollar (PPA 2011) est passé à 2,15 dollars (PPA 2017). Le seuil de pauvreté supérieur généralement utilisé pour mesurer la pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire a été relevé de 3,20 dollars (PPA de 2011) à 3,65 dollars (PPA de 2017) pour la tranche inférieure, et de 5,50 dollars (PPA de 2011) à 6,85 dollars (PPA de 2017) pour la tranche supérieure.

Ce changement ne signifie toutefois pas que le nouveau seuil d'extrême pauvreté est désormais plus élevé, et donc que davantage de personnes seront comptabilisées comme vivant dans l'extrême pauvreté. L'augmentation du seuil de pauvreté international de 1,90 à 2,15 dollars reflète principalement la différence entre les valeurs nominales en dollars de 2017 et de 2011. L'évolution du taux de pauvreté mondial due à l'actualisation des seuils de pauvreté est donc négligeable. Par conséquent, le nouveau seuil d'extrême pauvreté ne modifie pas considérablement le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté en 2019. L'extrême pauvreté diminue légèrement, de 0,3 point de pourcentage, pour atteindre 8,4 %, ce qui réduit de 20 millions le décompte mondial des personnes extrêmement pauvres. C'est également le cas de l'augmentation de 3,20 dollars à 3,65 dollars pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Par conséquent, le taux de pauvreté augmente aussi légèrement au niveau mondial, de 0,5 point de pourcentage.

Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les seuils de pauvreté nationaux ont augmenté en termes réels, en moyenne, de sorte que le passage du seuil de pauvreté international de 5,50 dollars à 6,85 dollars représente une augmentation en termes nominaux, mais aussi en termes réels. Le taux de pauvreté mondial à ce seuil est passé de 43 % à 47 %.

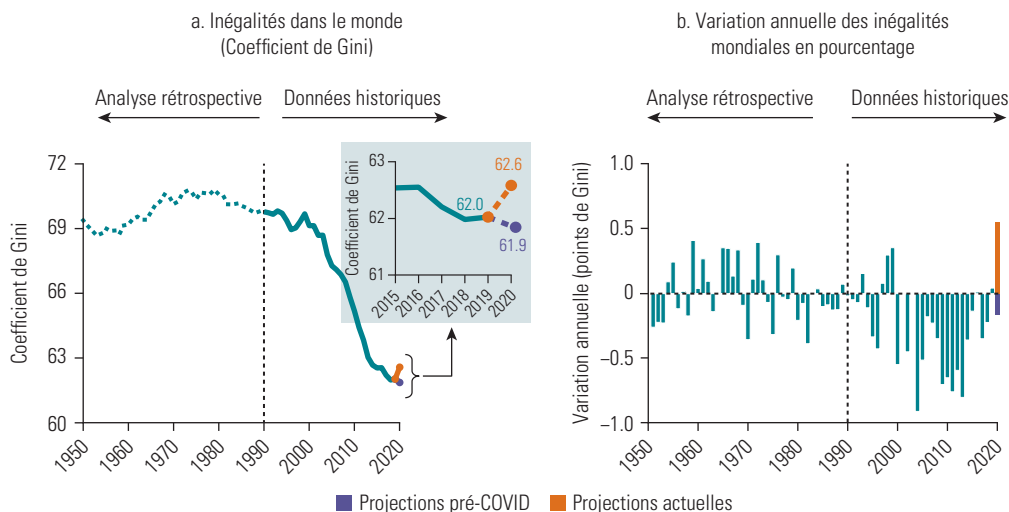
La pandémie a également creusé les inégalités dans le monde. En termes de perte de revenu, les pauvres du monde ont payé le plus lourd tribut à la pandémie : selon les estimations, les pauvres ont subi des pertes de revenu deux fois plus importantes que les riches, en pourcentage. Le coefficient de Gini mondial a augmenté d'un peu plus de 0,5 point pendant la pandémie, passant de 62 points en 2019 à 62,6 points en 2020 (figure O.2). En revanche, les années précédentes, l'écart entre les pauvres et les non pauvres s'était réduit. Par exemple, le coefficient de Gini mondial a diminué d'environ 0,5 point par an entre 2003 et 2013. La crise financière asiatique avait entraîné une forte augmentation cumulative des inégalités mondiales à la fin des années 90. On ne sait pas encore quel sera le véritable impact de la crise actuelle sur les inégalités dans le monde, mais les trajectoires de reprise divergentes depuis 2020 suggèrent que cet impact pourrait être important.

La pauvreté a augmenté dans la plupart des pays, mais pas toujours les inégalités

L'augmentation de la pauvreté dans le monde (71 millions de nouveaux pauvres) est fortement influencée par les pays les plus peuplés parce que chaque individu dans le monde reçoit la même pondération. Malgré sa grande superficie, la Chine n'abrite qu'une faible proportion

FIGURE 0.2

Les tendances récentes à la réduction des inégalités dans le monde se sont inversées en 2020



Sources : Estimations de la Banque mondiale basées sur Mahler, Yonzan et Lakner, à paraître ; Banque mondiale, *Poverty and Inequality Platform*, <https://pip.worldbank.org> ; Banque mondiale, base de données du rapport Perspectives économiques mondiales, <https://databank.worldbank.org/source/global-economic-prospects>.

Note : Le panneau a montre l'indice de Gini mondial pour la période 1950-2020. Les données historiques pour la période 1990-2019 proviennent de la Plateforme sur la pauvreté et les inégalités. Les estimations rétrospectives sont « rétropolées » à partir de la série de 1990 en utilisant la croissance des comptes nationaux. Les données des comptes nationaux avant 1990 proviennent de la Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde (base de données), <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators> ; Fonds monétaire international, Perspectives économiques mondiales, <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases> ; Bolt et van Zanden 2020. Les projections actuelles utilisent la méthode de prévision immédiate décrite au chapitre 1 et diverses sources de données pour projeter l'estimation la plus récente de la série de 2019 à 2020. Les projections pré-COVID extrapolent la série de 2019 à 2020 en utilisant les prévisions de croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant dans la base de données du rapport Perspectives économiques mondiales — janvier 2020. Le panneau b montre la variation annuelle du coefficient de Gini mondial, en points de Gini.

des personnes extrêmement pauvres dans le monde et a subi un choc économique modéré en 2020. Par conséquent, ce pays n'a pas contribué à l'augmentation de l'extrême pauvreté dans le monde en 2020. Les estimations mondiales et régionales de la pauvreté présentées dans ce rapport incluent de nouvelles données sur l'Inde pour 2015-19 (voir encadré O.2). C'est une amélioration par rapport à l'édition précédente du rapport, dans laquelle l'absence de données récentes pour l'Inde limitait fortement la mesure de la pauvreté en Asie du Sud. En 2020, l'Inde a connu une forte contraction économique. Les estimations de la pauvreté en 2020 à partir des données des enquêtes sur les ménages en Inde n'étant pas encore définitives, l'augmentation précise du nombre de pauvres dans ce pays en 2020 reste à confirmer. Une projection basée sur les comptes nationaux indique une augmentation de 23 millions de pauvres, tandis que cette augmentation serait de 56 millions de personnes selon les estimations initiales utilisant les données décrites dans l'encadré O.2. Quel que soit le nombre final, tout porte à croire que le choc mondial sur la réduction de la pauvreté causé par la pandémie a été d'une ampleur historique. Bien que moins peuplés, le Nigéria et la République démocratique du Congo sont des pays relativement grands et abritent une grande partie des personnes extrêmement pauvres dans le monde. Mais ils ont subi des chocs économiques relativement faibles en 2020 et ont donc moins contribué à l'augmentation de l'extrême pauvreté (environ trois millions et 500 000 personnes, respectivement).

Une autre façon d'apprécier le caractère mondial de cette crise est de comptabiliser le nombre de pays qui ont connu des changements substantiels en matière de pauvreté et d'inégalités. La pauvreté a augmenté dans toutes les régions et tous les groupes de revenu (figure O.4).

ENCADRÉ 0.2**Mesure de la pauvreté en Inde**

Ce rapport publie des estimations mondiales et régionales basées sur de nouvelles données concernant l'Inde qui sont disponibles pour la période 2015-2019. La source des données est l'enquête CPHS (Consumer Pyramids Household Survey), une enquête continue pour mesurer le bien-être des ménages réalisée par le *Centre for Monitoring Indian Economy*, une société privée de collecte de données. L'Inde n'a pas publié de données d'enquête officielles sur la pauvreté depuis 2011. Compte tenu de la taille du pays et de son importance pour les estimations mondiales et régionales de la pauvreté, les données de l'enquête CPHS permettent de combler une lacune importante.

Les données sur la consommation des ménages utilisées pour le suivi de la pauvreté sont basées sur une analyse de Roy et van der Weide (2022), dans laquelle la pondération de l'échantillon de l'enquête CPHS est modifiée afin de ressembler davantage à une enquête représentative au niveau national, et l'agrégat de consommation est ajusté pour correspondre plus étroitement à l'agrégat de consommation utilisé dans les séries officielles. D'autres méthodes ont été utilisées pour estimer l'évolution de la pauvreté en Inde depuis 2011. Les différences méthodologiques entre l'approche fondée sur les comptes nationaux de Bhalla, Bhasin et Virmani (2022) et celle de Roy et van der Weide (2022) ont été décrites ailleurs (Ravallion 2022 ; Sandefur 2022). Étant donné que l'on s'accorde généralement à dire que les microdonnées des enquêtes sur les ménages sont nécessaires pour mesurer la pauvreté de manière crédible, ce rapport utilise l'enquête CPHS.

Une enquête CPHS a également été réalisée en 2020. Bien que l'analyse complète nécessaire pour assurer la cohérence entre cette enquête et les précédentes ne soit pas terminée, l'analyse initiale montre que l'enquête constitue une source utile de données sur l'évolution de la consommation en 2020.

À l'exception de 19 pays qui ont réduit la pauvreté grâce à des transferts généreux, presque tous les pays ont connu une augmentation de la pauvreté, souvent assez importante, au seuil de pauvreté correspondant à leur groupe de revenu. Certains pays ont été beaucoup plus durement touchés que d'autres, ce qui montre que la structure économique d'un pays et les stratégies adoptées par ses dirigeants ont plus ou moins atténué les effets de la crise mondiale sur le bien-être. Globalement, en ce qui concerne l'extrême pauvreté, les augmentations les plus importantes ont été observées dans les pays à revenu faible et ceux à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, la pauvreté a en fait diminué en 2020, en partie grâce à l'aide budgétaire fournie dans les grands pays de ce groupe, comme le Brésil et l'Afrique du Sud, qui a atténué l'impact de la crise sur la pauvreté (et même réduit la pauvreté dans certains cas).

Bien que les inégalités se soient creusées dans le monde, cette hausse n'est pas due à une augmentation des inégalités au sein des pays, qui ont même diminué dans de nombreux pays, ce qui a quelque peu atténué l'augmentation des inégalités dans le monde puisqu'elle serait de 37 % plus élevée si l'on ne tenait pas compte de l'évolution des inégalités à l'intérieur des pays. Étant donné que cette évolution est mitigée et faible dans la plupart des cas, l'augmentation des taux de pauvreté est largement due à la baisse du revenu moyen au niveau national.

Les dimensions non monétaires de la pandémie et ses effets pourraient s'avérer plus coûteuses que les dimensions monétaires

Les coûts de la pandémie vont au-delà des conséquences monétaires. Ces surcoûts sont essentiellement liés à la perte d'apprentissage des élèves qui n'ont pas pu aller à l'école et à la forte hausse des taux de mortalité dans le monde. En fait, l'humanité a connu la première baisse de l'espérance de vie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec un recul de près de

deux ans (Heuveline 2022). Une augmentation sensible de la mortalité liée à la pandémie, à la fois directement (infection par le coronavirus) et indirectement (diminution du recours aux soins de santé, par exemple), a été enregistrée dans toutes les régions du monde. Les pays où la mortalité est la plus élevée sont des pays à revenu intermédiaire qui ont connu des chocs économiques et des bouleversements sociaux importants, mais qui comptent également une proportion relativement élevée de personnes âgées dans leur population, plus vulnérables à la COVID-19 (OMS 2022).

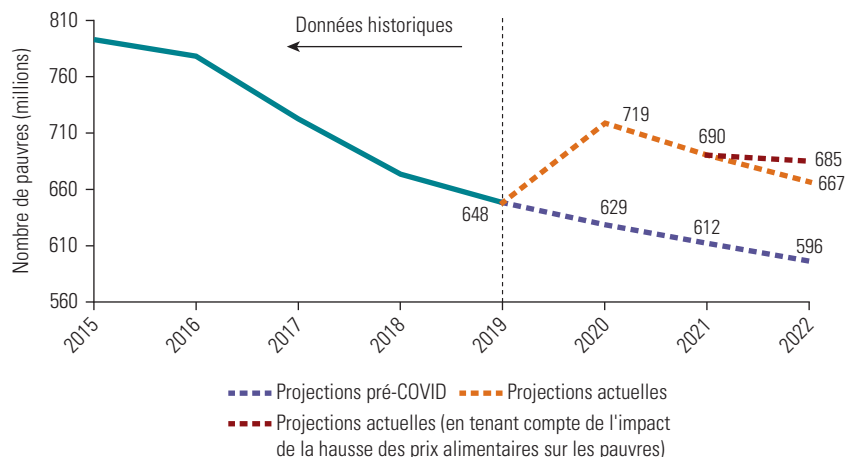
En ce qui concerne l'apprentissage des jeunes élèves d'aujourd'hui, de nombreux pays ont appliqué des mesures de distanciation sociale pour freiner la propagation de la maladie, notamment la fermeture des écoles pendant de longues périodes. Entre le début de la pandémie et octobre 2021, les établissements scolaires sont restés fermés pendant une année scolaire entière, en moyenne sur tous les pays, et même plus longtemps dans les pays à revenu intermédiaire. La pauvreté multidimensionnelle, dont une dimension concerne l'éducation, a donc augmenté à court terme. Plus important encore peut-être, la perte d'apprentissage aura des conséquences importantes à long terme pour les élèves d'aujourd'hui et même pour la société dans son ensemble si les élèves ne sont pas en mesure de compenser leurs pertes d'apprentissage, car le potentiel de croissance économique à long terme sera plus faible. Des millions de personnes resteront pauvres, en particulier les jeunes d'aujourd'hui qui ont fait les frais de la fermeture prolongée des écoles et gagneront probablement moins au cours de leur vie.

Une comparaison de l'augmentation de la pauvreté en 2020 et 2021 avec l'impact simulé des pertes d'apprentissage sur les simulations de la pauvreté à long terme suggère que la persistance de la pauvreté due aux pertes d'apprentissage dépassera l'augmentation de la pauvreté causée par la crise actuelle dans de nombreux pays². La raison en est que le frein à la croissance pourrait persister pendant des décennies si rien n'est fait, même si les conséquences des pertes d'apprentissage sur la croissance mondiale peuvent sembler négligeables pour une année donnée. Dans les pays à faible revenu, la crise a augmenté le nombre d'années passées dans la pauvreté de 6,1 pour 100 personnes pour la période de deux ans 2020-21, alors que la perte d'apprentissage pourrait entraîner un total supplémentaire de 13,3 années de pauvreté pour 100 personnes, réparties sur la période plus longue 2022-50. Les mêmes mesures pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et supérieure sont respectivement de 7,6 et 4,5 années de pauvreté aujourd'hui (2020-21) et de 12,0 et 12,9 années de pauvreté à l'avenir (2022-50). Dans 80 % des pays étudiés, l'augmentation simulée de la pauvreté future due aux pertes d'apprentissage dépasse l'augmentation mesurée de la pauvreté à court terme.

Ces simulations sont une comparaison ponctuelle qui projette les conditions actuelles dans le futur. Dans la mesure où les pertes de 2020 peuvent être compensées par des politiques de lutte contre la perte d'apprentissage, les déclins projetés peuvent être corrigés et la reprise pourrait même être assez rapide. Mais ces résultats dépendront en partie des choix politiques d'aujourd'hui, notamment ceux examinés dans ce rapport et dans le rapport à venir de la Banque mondiale intitulé *Collapse and Recovery : How the COVID-19 Pandemic Eroded Human Capital and What to Do About It* (Banque mondiale, à paraître).

2021–22 : La grande divergence et une reprise en panne

Depuis 2020, les progrès dans la lutte contre la pauvreté ont été lents. Les estimations de la pauvreté pour 2021 et 2022 sont basées sur des prévisions à très court terme qui utilisent les taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) pour prévoir les revenus des ménages, en supposant que tous les ménages bénéficient d'une croissance égale. Ces estimations suggèrent que la réduction de la pauvreté a repris en 2021, mais seulement au rythme lent des progrès observés avant la crise (figure O.3).

FIGURE 0.3**La réduction de la pauvreté a repris lentement en 2021, mais pourrait stagner en 2022**

Sources : Estimations de la Banque mondiale basées sur Mahler, Yonzan et Lakner, à paraître ; Banque mondiale, *Poverty and Inequality Platform*, <https://pip.worldbank.org> ; Banque mondiale, base de données du rapport Perspectives économiques mondiales, <https://databank.worldbank.org/source/global-economic-prospects>.

Note : La figure montre le nombre de pauvres vivant avec moins de 2,15 dollars par jour. Pour 2022, les prévisions immédiates utilisent les « projections actuelles » et les « projections actuelles tenant compte de l'impact des prix alimentaires sur les pauvres ».

Selon les prévisions pour 2022, le rythme de réduction de la pauvreté va encore s'essouffler, car les perspectives de croissance mondiale s'assombrissent avec la guerre en Ukraine, le ralentissement de la croissance en Chine et la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Une forte inflation des prix alimentaires peut, à court terme, avoir des effets particulièrement néfastes sur les ménages les plus pauvres, qui consacrent une plus grande part de leur revenu à l'alimentation. Pour mettre en évidence l'impact négatif supplémentaire de la hausse des prix alimentaires à court terme, des simulations de la pauvreté sont également présentées dans un scénario pessimiste qui suppose un impact maximal, tel que reflété par les données sur les prix et les choix de consommation des ménages les plus pauvres³. À long terme, les ménages peuvent s'adapter à la hausse des prix en modifiant leurs habitudes de consommation pour en atténuer du moins partiellement les effets, et les salaires dans certains secteurs peuvent être ajustés. Pour de nombreux ménages ruraux pauvres qui vivent de l'agriculture, la hausse des prix des denrées alimentaires peut être une source de croissance du revenu. Les évaluations de la pauvreté réalisées par la Banque mondiale après les crises des prix alimentaires de 2008 et 2011 au Bangladesh, au Cambodge, en Éthiopie, en Inde et en Ouganda ont montré le rôle important que la hausse des prix alimentaires, qui a accéléré la croissance des revenus agricoles et des salaires agricoles, a joué dans l'augmentation des revenus des ménages pauvres. Toutefois, les augmentations des prix des denrées alimentaires toucheront certains pauvres — comme les ménages urbains pauvres — beaucoup plus que d'autres. Les répercussions sur les citoyens pauvres pourraient entraîner des troubles dans les villes (comme lors des précédentes crises des prix alimentaires) et nécessiter des mesures énergiques.

Au moins 667 millions de personnes devraient se trouver dans une situation d'extrême pauvreté d'ici à 2022, soit 70 millions de plus que ce qui aurait été le cas sans les effets persistants de la pandémie de COVID-19 et de l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie. Dans le pire des cas, 685 millions de personnes pourraient se trouver en situation d'extrême pauvreté, soit 89 millions de plus que ce qui aurait été le cas autrement. À ces niveaux, le nombre de

personnes qui devraient sortir de la pauvreté en 2022 pourrait n'être que de 5 millions, ce qui ferait de 2022 la pire année depuis 22 ans (à l'exception de 2020) sur le plan de la réduction de la pauvreté. Selon les prévisions, les taux de pauvreté dans le monde resteront aussi élevés en 2022 qu'en 2019, ce qui viendra effacer plusieurs années de progrès.

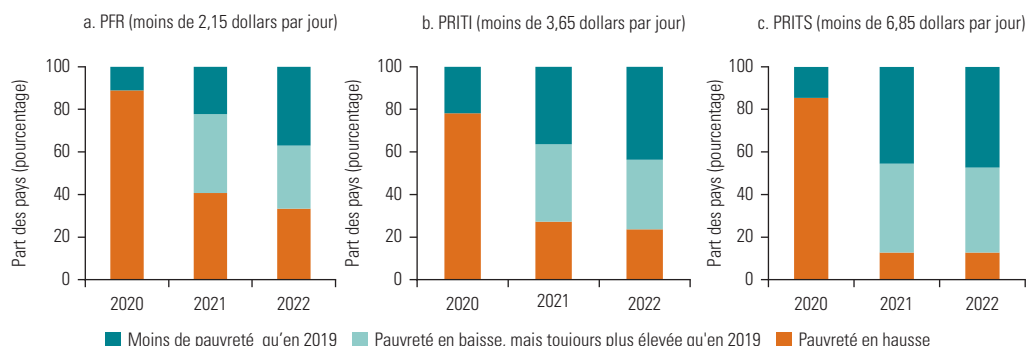
Les trajectoires suivies par les pays depuis la pandémie ont exacerbé les inégalités mondiales, les pays riches se rétablissant plus rapidement que les pays pauvres. La figure O.4 montre l'évolution annuelle du nombre de personnes extrêmement pauvres pour trois groupes de revenu. Selon les estimations, la reprise a été plus lente dans les pays à faible revenu : 11 des 24 pays subissent encore une augmentation de la pauvreté en 2021 et six pays seulement affichent une reprise complète. Bien que la reprise ait été plus générale dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2021, la plupart de ces pays n'avaient pas inversé l'augmentation substantielle de la pauvreté observée en 2020. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, la reprise a été plus forte, mais pas de beaucoup. Entre 2020 et 2022, en raison des différences de taux de croissance entre pays, les revenus des 20 % les plus riches de la population mondiale auraient augmenté de 3,3 %. En revanche, le taux de croissance pour les quatre quintiles inférieurs se situe entre 2,1 % et 2,5 %.

Pris ensemble, les obstacles à la réduction de la pauvreté mentionnés dans le présent rapport ont retardé les progrès d'au moins quatre ans (figure O.5). En 2030, le taux d'extrême pauvreté sera de 7 %. L'objectif de réduire la pauvreté mondiale à 3 % d'ici à 2030 était déjà difficile à atteindre avant les crises actuelles. Les récents revers ont mis cet objectif presque hors de portée — et il est urgent de corriger le tir.

Ces projections masquent des écarts importants entre régions. L'extrême pauvreté devrait se concentrer de plus en plus en Afrique subsaharienne. D'autres régions atteindront probablement l'objectif consistant à réduire à moins de 3 % la proportion de personnes extrêmement pauvres d'ici à 2030, mais le taux d'extrême pauvreté devrait dépasser encore largement cet objectif en Afrique subsaharienne. Pour atteindre l'objectif de 3 % à l'horizon 2030, l'Afrique subsaharienne devra atteindre des taux de croissance près de huit fois supérieurs aux taux historiques atteints entre 2010 et 2019.

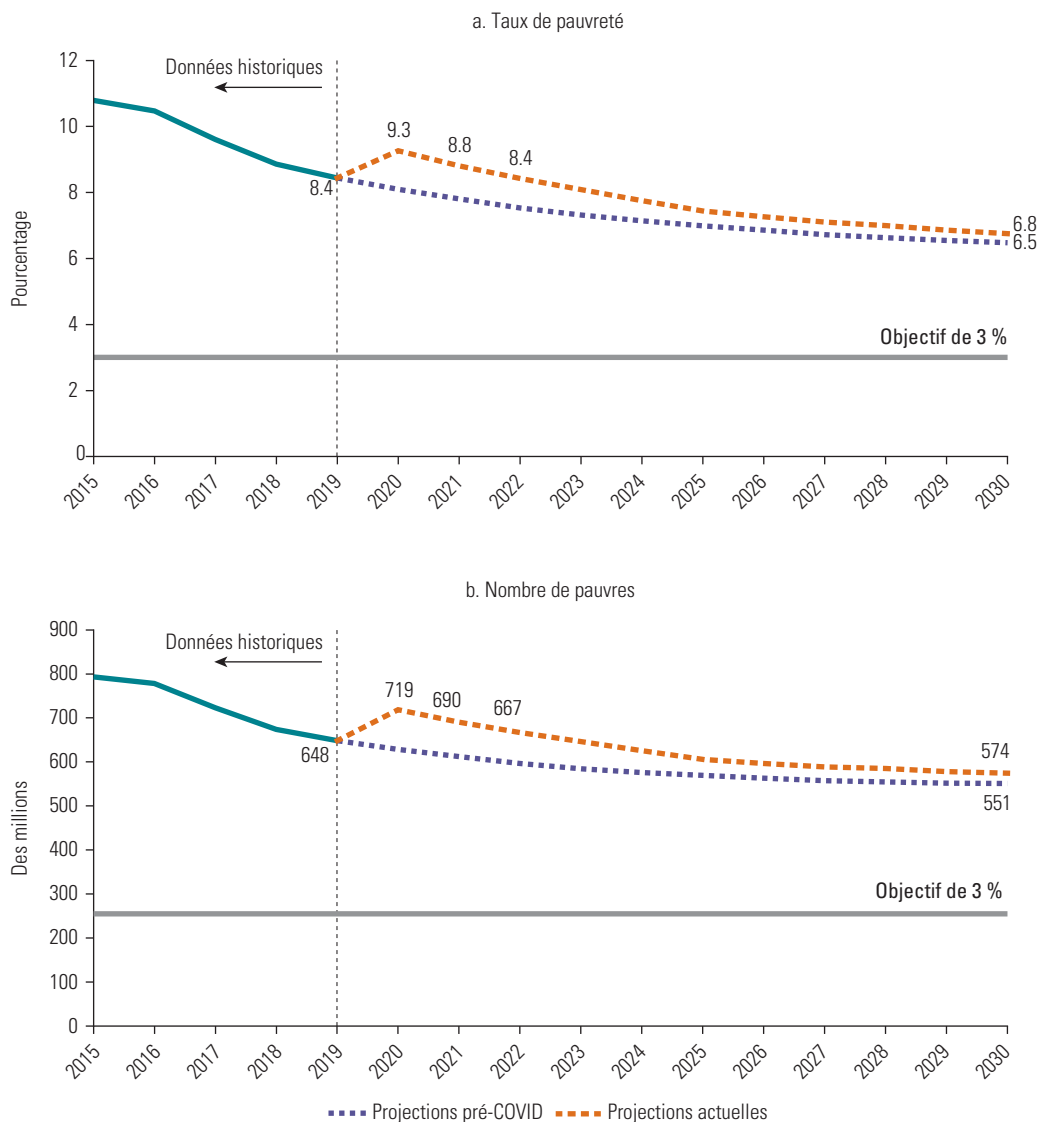
FIGURE O.4

Recul de la pauvreté dans tous les pays en 2020, suivi d'une reprise timide et inégale entre pays



Sources : Estimations de la Banque mondiale basées sur Mahler, Yonzan et Lakner, à paraître ; Banque mondiale, *Poverty and Inequality Platform*, <https://pip.worldbank.org> ; Banque mondiale, base de données du rapport Perspectives économiques mondiales, <https://databank.worldbank.org/source/global-economic-prospects>.

Note : La figure montre le pourcentage de pays dans lesquels le taux de pauvreté a diminué ou augmenté par rapport à l'année précédente et par rapport à 2019, par groupe de revenu. Les pays dans lesquels la pauvreté a augmenté comprennent ceux où la pauvreté n'a pas changé. PFR = pays à faible revenu ; PRITI = pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure ; PRITS = pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure.

FIGURE 0.5**Les progrès vers une réduction de la pauvreté ont ralenti de manière durable**

Sources : Estimations de la Banque mondiale basées sur Mahler, Yonzan et Lakner, à paraître ; Banque mondiale, *Poverty and Inequality Platform*, <https://pip.worldbank.org> ; Banque mondiale, base de données du rapport Perspectives économiques mondiales, <https://databank.worldbank.org/source/global-economic-prospects>.

Note : Deux scénarios de croissance sont envisagés : les projections actuelles utilisent les taux de croissance de la base de données du rapport Perspectives économiques mondiales (PEM) de juin 2022 pour projeter la pauvreté jusqu'en 2024. Les projections pré-COVID utilisent le taux de croissance du rapport PEM de janvier 2020 pour projeter la pauvreté jusqu'en 2022. Les deux scénarios utilisent le taux de croissance historique annuel moyen du pays (2010-19) pour projeter la pauvreté les autres années. La ligne « objectif de 3 % » du panneau b est basée sur l'estimation du nombre de pauvres en 2030 (255 millions).

La pression cumulée des crises multiples et simultanées des deux dernières années a créé un profil de risque élevé pour le monde. Les politiques publiques jouent un rôle essentiel dans la protection des sociétés contre les pires conséquences des crises. La politique budgétaire est un instrument clé de ces politiques. Malheureusement, lorsque la pandémie a éclaté, de nombreux pays, surtout les pays à faible revenu, avaient des systèmes budgétaires qui n'étaient pas en mesure de faire face aux défis auxquels ils étaient confrontés. Les années à venir présentent de nouvelles opportunités et de nouveaux défis. La deuxième partie du rapport examine les moyens d'utiliser la politique budgétaire pour promouvoir une reprise solide et inclusive.

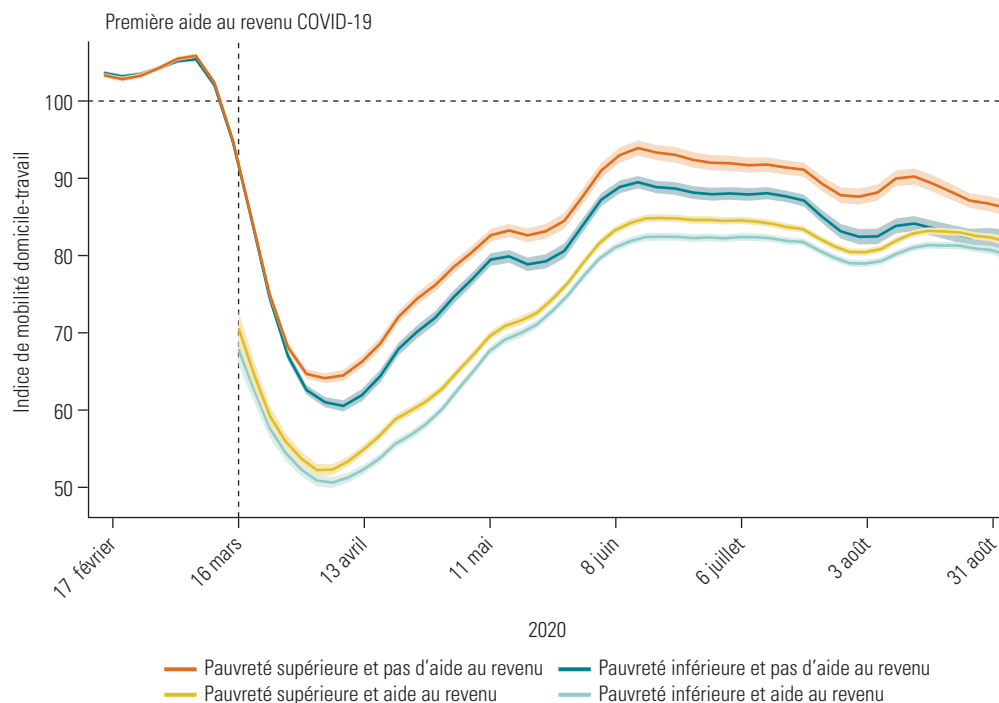
Deuxième partie. Politique budgétaire pour une reprise inclusive

Pendant la pandémie de COVID-19, diverses politiques de santé publique, telles que les directives de confinement à domicile, ainsi que les politiques monétaires, financières et fiscales, nouvelles et existantes, ont eu un impact sur la dynamique de la transmission des maladies et sur les résultats en matière de croissance, de pauvreté et d'apprentissage. Les conditions économiques et sociales d'un pays et la combinaison particulière des politiques choisies ont également eu un impact sur les résultats. Nombre de ces politiques ont été adoptées dans un contexte de stress économique, avec une grande incertitude quant à leur impact final.

Les effets de certains choix politiques sont maintenant visibles dans le contexte de la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques. Aujourd'hui, les interdictions d'exportation de denrées alimentaires risquent d'exacerber encore la volatilité des prix des denrées alimentaires, comme cela a été le cas lors de la crise des prix alimentaires de 2006-08 (Martin et Anderson 2011). Des politiques monétaires, commerciales et budgétaires (telles que la réduction des droits de douane sur les produits alimentaires et les transferts monétaires à des fins de protection) adaptées aux conditions de chaque pays offrent la possibilité d'en atténuer les effets. Toutefois, le choix politique dominant a été celui des subventions, mises en place dans 93 % des pays qui ont immédiatement pris des mesures budgétaires en réponse à la hausse des prix alimentaires et énergétiques, même si ces subventions sont souvent mal ciblées par rapport aux besoins et peuvent être préjudiciables à long terme.

La deuxième partie de ce rapport part du constat qu'une même politique peut avoir des effets très différents selon les pays. Les pays à revenu élevé ont une économie plus résiliente face aux chocs (Banque mondiale, 2013) car leurs ménages et leurs entreprises bénéficient de richesses et de systèmes de santé et d'éducation plus solides et sont donc capables de s'adapter à l'évolution des circonstances. Les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire ont des options politiques moins efficaces que les pays riches en cas de crise, en raison de la structure de leur économie (Loayza 2020). Un ordre de rester chez soi ne servira à rien si les gens doivent, par nécessité, continuer à travailler à l'extérieur du foyer. La politique financière est moins efficace lorsqu'elle ne peut pas s'appliquer à un large secteur informel. Et la politique budgétaire ne peut pas faire grand-chose si l'espace budgétaire est restreint et si la structure d'une économie limite la portée des mesures budgétaires habituelles. Diverses caractéristiques d'une économie peuvent amplifier l'impact d'un choc et limiter l'efficacité des mesures prises pour l'atténuer.

Cette interaction entre les chocs, l'efficacité des mesures prises et la pauvreté est bien illustrée dans la figure O.6 (Aminjonov, Bargain et Bernard, 2021). Cette figure représente la mobilité domicile-travail moyenne (sur la base des données de téléphonie mobile) dans 43 pays à revenu faible ou intermédiaire. Les mesures de confinement et les décisions personnelles d'éviter l'exposition au coronavirus ont entraîné une réduction spectaculaire de la mobilité en mars 2020. La mobilité a diminué dans les régions ayant un taux de pauvreté élevé, mais aussi

FIGURE 0.6**L'interaction entre les chocs, les mesures prises par les pays et la pauvreté a une incidence sur la mobilité domicile-travail**

Source : Données d'Aminjonov, Bargain et Bernard 2021.

Note : La figure représente la mobilité domicile-travail en 2020 (sur la base des données de téléphonie mobile) dans les régions infranationales présentant des taux de pauvreté élevés et faibles, et avec et sans aide au revenu, dans 43 pays à revenu faible ou intermédiaire. Les points de données reflètent les calculs d'Aminjonov, Bargain et Bernard (2021) basés sur les données de mobilité de Google (évolution des déplacements entre le domicile et le lieu de travail par rapport à la médiane quotidienne du 3 janvier au 6 février 2020), les données sur la pauvreté des bureaux nationaux de statistiques et les estimations d'Aminjonov, Bargain et Bernard (2021) utilisant les enquêtes sur les ménages et les données du projet Oxford COVID-19 *Government Response Tracker* sur l'aide au revenu au titre de la COVID-19. La figure montre l'ajustement polynomial local avec un intervalle de confiance de 95 % de la mobilité quotidienne entre les régions, pondéré par 1 divisé par le nombre de régions dans le pays correspondant. La pauvreté est mesurée par la proportion de personnes vivant en dessous des seuils de pauvreté nationaux ou internationaux dans une région infranationale. La pauvreté est définie comme inférieure (supérieure) si le taux de pauvreté d'une région est inférieur (supérieur) au taux de pauvreté régional médian du pays. L'aide au revenu COVID-19 montre au quotidien si l'État verse une indemnité aux personnes qui ne peuvent pas travailler ou qui ont perdu leur emploi en raison de la pandémie (variation quotidienne de l'aide au revenu).

dans celles à faible taux de pauvreté. Cette réduction de la mobilité a toutefois été plus importante dans les régions à faible taux de pauvreté et dans celles qui bénéficiaient d'une aide au revenu. La mobilité a diminué encore davantage dans les régions qui étaient plus à même de s'adapter aux mesures de confinement en raison de la nature du travail et de la capacité relative des personnes aisées à rester chez elles. L'écart de mobilité entre les régions avec et sans aide au revenu dépasse l'écart de mobilité entre les régions selon que le taux de pauvreté est faible ou élevé. Les politiques d'aide au revenu ont donc également eu un impact plus important sur la mobilité dans les régions à fort taux de pauvreté que dans les régions à faible taux de pauvreté. Ce résultat souligne le fait que les politiques de développement contribuent à une plus grande résilience face aux crises.

Accent sur la politique budgétaire

La politique budgétaire réunit l'ensemble des décisions prises par les pouvoirs publics sur la manière de générer des recettes et dépenser les ressources publiques. La deuxième partie du rapport examine les effets de la politique budgétaire sur la pauvreté et les inégalités. Les choix budgétaires ont une incidence sur la croissance, l'emploi et les salaires, ainsi que sur les services disponibles, les prix que les gens paient et le revenu qu'il leur reste, une fois les impôts payés et les transferts reçus.

Dans de nombreux pays, la politique budgétaire est actuellement soumise à de fortes pressions. Alors même que les responsables décident des mesures budgétaires les plus appropriées pour assurer une reprise inclusive et une croissance à long terme, ils doivent faire face à l'augmentation des déficits budgétaires et de la charge de la dette et n'ont qu'une faible marge de manœuvre pour soutenir la reprise et se préparer aux crises actuelles et futures. Les pays à revenu faible ou intermédiaire sont nettement plus endettés aujourd'hui qu'il y a deux ans. Les économies émergentes ont été plus nombreuses à voir leur note de crédit abaissée en 2020 que sur l'ensemble de la période 2010-19 (Kose et al. 2022). Et alors même que les pays voyaient leurs recettes chuter à cause de la pandémie de COVID-19, ils ont dû adopter une politique budgétaire expansionniste pour atténuer les pires effets de la crise. De nombreux pays doivent désormais augmenter leurs recettes, réduire leurs dépenses, ou les deux, pour échapper au surendettement. Historiquement, ces choix budgétaires ont souvent nui aux pauvres, non seulement dans l'immédiat, mais aussi en limitant leurs possibilités à plus long terme. Les dirigeants politiques doivent relever ces défis s'ils ne veulent pas appauvrir encore davantage les pauvres aujourd'hui ni réduire les possibilités dont ils pourraient bénéficier demain⁴.

Politique budgétaire, pauvreté et inégalités : trois groupes de priorités stratégiques

1. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, la politique budgétaire peut protéger le bien-être de la population en cas de crise, mais jusqu'à un certain point.

Dans les premières phases de la pandémie, la politique budgétaire a efficacement empêché certains ménages vulnérables de sombrer dans la pauvreté. Les microsimulations dans les pays à revenu faible ou intermédiaire montrent que, sans mesures budgétaires, la pauvreté aurait été plus élevée de 2,4 points de pourcentage en moyenne (figure O.7). Cependant, même si la politique budgétaire a presque entièrement compensé l'impact de la pandémie sur la pauvreté dans les pays à revenu élevé, elle n'a compensé que la moitié de l'impact dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à peine plus d'un quart de l'impact dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Il y a des leçons à tirer de cette expérience mondiale, non seulement sur la manière d'améliorer la politique budgétaire dans les années à venir, mais aussi sur la nécessité de rester lucide quant à l'efficacité des mesures budgétaires pour protéger les ménages pauvres et vulnérables. Les coûts d'emprunt élevés ont limité l'ampleur de la riposte budgétaire à la pandémie de COVID-19 dans de nombreux pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Dans les résultats d'enquête publiés dans le *Rapport sur le développement dans le monde 2022 : La finance au service d'une reprise équitable* (Banque mondiale 2022b), 83 % des dirigeants de pays à faible revenu ont fait état de préoccupations concernant la viabilité de leur dette ou l'accès aux emprunts extérieurs pour financer les mesures budgétaires prises en réponse à la crise. De nombreux dirigeants de pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure étaient encore plus préoccupés par l'accès à l'aide financière internationale. Les pays à faible revenu dépendaient presque entièrement (95 %) de l'aide internationale des

FIGURE 0.7

La politique budgétaire a atténué les effets de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté, mais dans une moindre mesure dans les pays pauvres



Sources : Estimations tirées des microsimulations de la Banque mondiale et autres études publiées. Voir le chapitre 4 du rapport pour une liste complète.

Note : La figure montre les résultats de deux simulations dans l'étude de chaque pays : l'une indique l'augmentation de la pauvreté en l'absence de mesures budgétaires (aucune atténuation), et l'autre indique l'augmentation de la pauvreté en tenant compte des mesures budgétaires prises (atténuation). L'augmentation de la pauvreté est mesurée par rapport au seuil de pauvreté national ou mondial correspondant à la catégorie de revenu du pays. Les résultats de cette figure peuvent être différents de ceux présentés dans la carte 0.1 si le seuil de pauvreté national est sensiblement différent du seuil de pauvreté dans la catégorie de revenu du pays en question. C'est par exemple le cas de l'Afrique du Sud, où la pauvreté a reculé par rapport au seuil de pauvreté national, mais augmenté par rapport au seuil de pauvreté pour la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Pour certains pays, plus d'une étude est disponible, comme l'indique le chiffre « 1 » ou « 2 » après le nom du pays dans la figure. Les détails complets sur les données utilisées sont disponibles à l'annexe du chapitre 4, accessible via le lien <http://hdl.handle.net/10986/37739>.

bailleurs de fonds pour financer leurs mesures budgétaires. Ces financements étaient également une importante source de soutien pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (73 %) et supérieure (50 %). Au début de la crise, plus de la moitié des pays de l'Association internationale de développement (IDA) étaient surendettés et ne pouvaient donc pas emprunter beaucoup. Les prêts consentis à des conditions très favorables par les banques multilatérales de développement étaient leur principale source de financement externe, ce qui souligne l'importance de l'accès aux financements pour faire face à une crise.

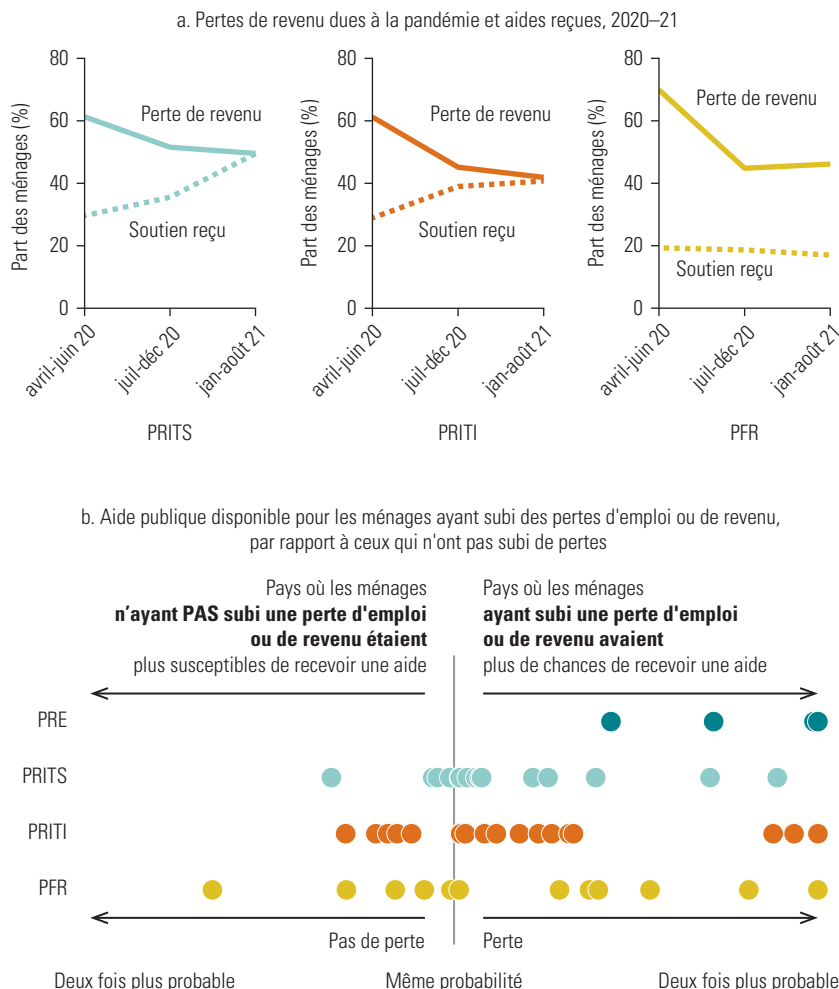
La structure économique d'un pays limitait également le choix et l'impact des mesures budgétaires qu'il pouvait appliquer. Il était presque impossible de fournir aux entreprises le soutien nécessaire pour sauver des emplois dans les pays ayant un vaste secteur informel. Le pourcentage de travailleurs bénéficiant de subventions salariales était plus élevé dans les pays où le secteur formel employait une plus grande part des travailleurs avant la crise, même en tenant compte du niveau global des dépenses et du PIB par habitant. Cette constatation est troublante car de nouvelles données montrent que les dépenses visant à protéger les emplois ont peut-être davantage contribué à accélérer la reprise économique, à augmenter l'emploi et à réduire la pauvreté que les mesures d'aide au revenu (Banque mondiale, à paraître a).

Face à l'incertitude générale quant à l'impact de la crise sur le revenu des ménages et à l'ampleur des pertes subies par les ménages pauvres et vulnérables et ceux de la classe moyenne, la plupart des pays étaient soumis à des pressions politiques considérables pour fournir rapidement un important soutien au revenu. Les pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche supérieure ont été plus nombreux à fournir ce soutien sous la forme de transferts universels, tandis que les pays à faible revenu ou intermédiaire de la tranche inférieure ont été plus nombreux à verser des subventions parallèlement à des transferts monétaires. Bien que les subventions soient également universelles et souvent mises en place rapidement, elles présentent plusieurs inconvénients. Une part plus importante des subventions est allée aux ménages aisés et les subventions ont distordu les prix réellement payés par les ménages.

En moyenne, les bénéficiaires dans les pays à revenu faible ou intermédiaire n'ont reçu les transferts que trois mois après le premier confinement, alors que les pertes de revenu et l'insécurité alimentaire croissante se sont immédiatement fait sentir (voir Beazley, Marzi et Steller 2021 et la figure O.8). Les transferts étaient beaucoup plus rapides lorsque des systèmes de paiement numériques ont pu être utilisés. D'une manière générale, les transferts visaient les ménages les plus pauvres. Mais il s'est avéré plus difficile de faire parvenir l'aide aux ménages vulnérables ayant subi des pertes de revenu et qui n'étaient pas les bénéficiaires habituels des systèmes de protection sociale, notamment dans les pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Il existe cependant des exemples remarquables d'innovations qui ont bénéficié à des groupes bien ciblés durant les périodes difficiles, comme en Afrique du Sud et au Togo (ces cas sont examinés plus en détail dans le rapport). En résumé, l'expérience de l'aide fournie pendant la pandémie souligne combien il importe d'investir dans des systèmes de transfert qui, en cas de besoin, peuvent apporter une aide en temps voulu à un groupe moins étroitement ciblé.

2. Dans les pays pauvres, les ménages pauvres ont souvent un revenu plus faible, une fois les impôts payés et les transferts reçus

Le manque de marge de manœuvre budgétaire dans de nombreux pays pauvres avant la pandémie de COVID-19 et les faibles moyens disponibles pour verser des aides directes aux ménages pauvres et vulnérables reflètent les choix budgétaires faits juste avant la crise. Ce rapport rassemble pour la première fois l'analyse de l'impact des impôts, des transferts et des subventions sur le revenu des ménages dans 94 pays à revenu faible ou intermédiaire (dont 55 pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure). Cette analyse évalue la mesure dans laquelle les impôts sont collectés de manière équitable et les transferts et subventions profitent aux ménages pauvres et vulnérables.

FIGURE 0.8**Fournir une aide en temps voulu à ceux qui en ont le plus besoin a été un véritable défi**

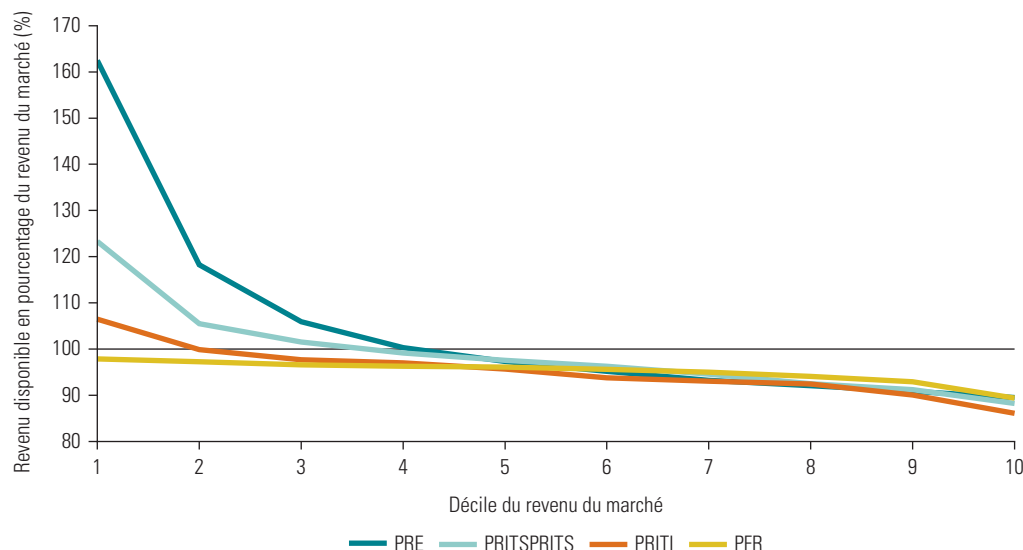
Source : Estimations de la Banque mondiale, basées sur les données tirées d'enquêtes téléphoniques à haute fréquence réalisées par la Banque pendant la pandémie de COVID-19.

Note : Le panneau a montre la part des ménages des pays de chaque catégorie de revenu qui ont perdu des revenus et la part des ménages qui ont reçu une aide au cours des trois périodes de la pandémie (en faisant la moyenne des pays dans chaque catégorie de revenu). Le panneau b montre la différence entre la part des ménages qui ont reçu une aide et subi une perte de revenu ou d'emploi et la part des ménages qui ont reçu une aide, mais n'ont pas subi une perte de revenu ou d'emploi (chaque point représente un pays). Les pays reçoivent la même pondération. PFR = pays à faible revenu ; PRE = pays à revenu élevé ; PRITI = pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure ; PRITS = pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure.

Pris ensemble, les impôts, les transferts et les subventions réduisent les inégalités dans tous les pays tout en finançant les dépenses de sécurité, de santé et d'éducation, ainsi que les investissements en faveur de la croissance et de la réduction de la pauvreté. Les pays à revenu élevé sont efficaces pour ce qui est de garantir que les impôts, les transferts et les subventions ne réduisent pas le revenu disponible des ménages pauvres, mais ce n'est pas le cas des pays à revenu faible ou intermédiaire. Dans deux tiers de ces pays, le revenu des ménages pauvres diminue après que les impôts ont été payés et que les transferts et subventions ont été reçus (figure O.9). Dans les pays à faible revenu, tous les ménages voient leur revenu baisser après impôts, transferts et subventions.

FIGURE 0.9

Dans les pays pauvres, les ménages pauvres sont plus susceptibles de se retrouver avec moins d'argent, une fois les impôts payés et les transferts reçus

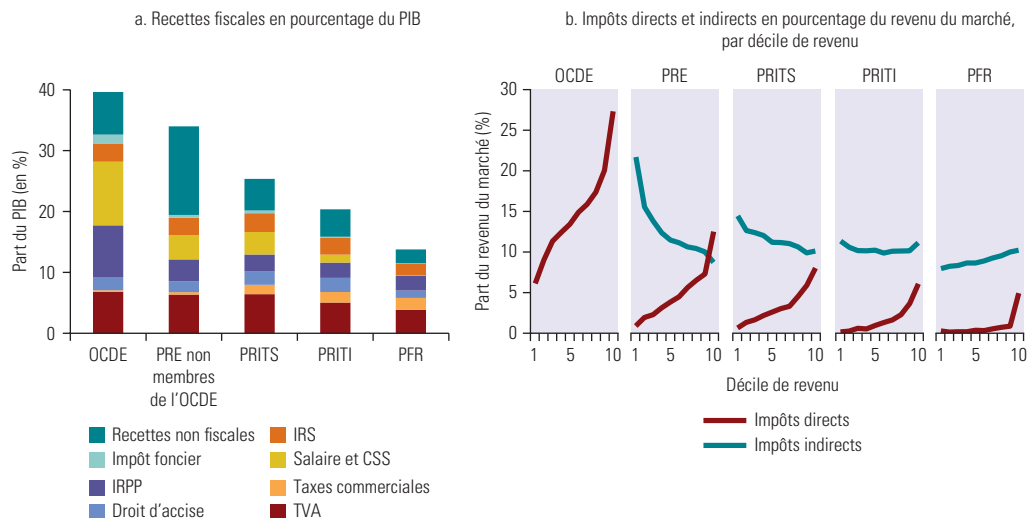


Sources : Estimations initiales basées sur les données de l'Institut CEQ, CEQ Data Center on Fiscal Redistribution, <https://commitmenttoequity.org/datacenterCEQ Data Center>; données de l'Organisation de coopération et de développement économiques ; données de la Banque mondiale.

Note : La figure montre le revenu disponible (revenu après paiement des impôts directs et indirects et réception des transferts monétaires et subventions) en pourcentage du revenu du marché (revenu avant paiement des impôts ou réception des transferts ou subventions) par décile de revenu du marché, agrégé par catégorie de revenu en utilisant la médiane. L'échantillon comprend 5 PRE, 19 PRITS, 16 PRITI et 3 PFR. PFR = pays à faible revenu ; PRE = pays à revenu élevé ; PRITI = pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure ; PRITS = pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure.

Le secteur informel représente une part importante de l'économie dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. En conséquence, les impôts sont essentiellement perçus de manière indirecte, et les transferts sont souvent trop faibles pour compenser l'effet des impôts indirects sur les ménages pauvres et vulnérables. Il est toutefois encourageant de constater qu'à tous les niveaux de revenu, certains pays parviennent à réduire à la fois les inégalités et la pauvreté. Les pays les plus performants dans chaque catégorie ont tendance à réduire la pauvreté de 6 à 8 points de pourcentage au niveau du seuil de pauvreté correspondant à leur catégorie de revenu. En moyenne, cependant, la réduction de la pauvreté devient beaucoup moins probable pour les pays appartenant aux catégories de revenu inférieures. Tous les pays à revenu élevé réduisent la pauvreté de plus d'un point de pourcentage, contre seulement six des 23 pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et un seul des 24 pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Il est donc difficile d'augmenter les recettes sans accroître la pauvreté dans un pays où le secteur informel est important et où la couverture du système de protection sociale est limitée.

Les pays pauvres perçoivent moins de recettes fiscales et collectent principalement les impôts de la manière la moins progressive : 64 % des recettes proviennent des impôts indirects (valeur ajoutée, droit d'accise et taxes commerciales). En revanche, seulement 28 % des recettes fiscales des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) proviennent de ces sources (graphique O.10). Dans les pays riches, une plus grande partie des recettes provient des impôts directs : l'impôt sur le revenu des personnes physiques et les autres impôts sur le revenu, tels que les cotisations de sécurité sociale. Les impôts directs sont généralement plus progressifs car ils peuvent être calculés de manière à augmenter avec le revenu,

FIGURE 0.10**Les pays pauvres dépendent davantage de la fiscalité indirecte, qui est moins progressive**

Sources : Centre international pour la fiscalité et le développement, <https://www.ictd.ac/>; nstitut CEQ, CEQ Data Center on Fiscal Redistribution, <https://commitmenttoequity.org/datacenter> ; données de l'OCDE ; données de la Banque mondiale.

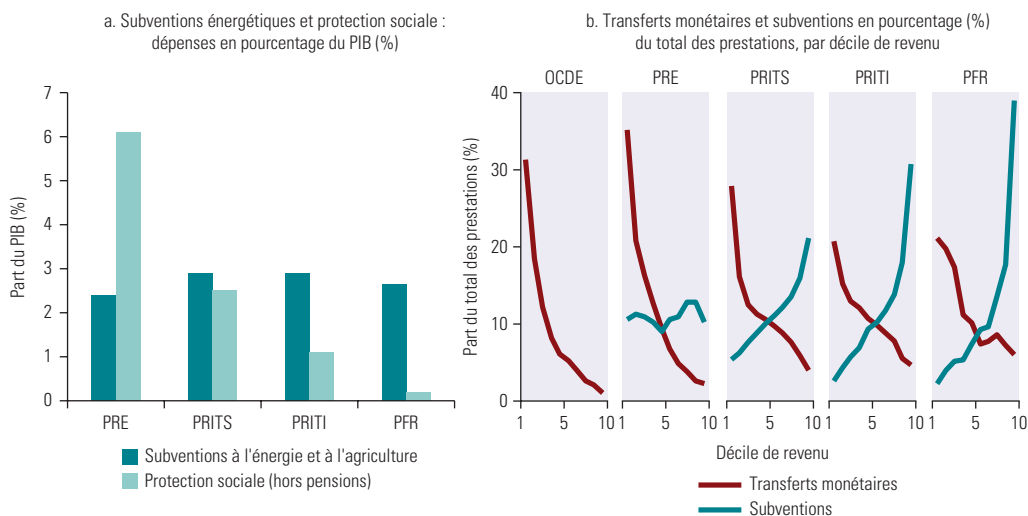
Note : Le panneau a montre chaque type de recettes publiques en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), agrégé par groupe de revenu. Le panneau b montre les impôts directs et indirects en pourcentage du revenu du marché total par décile de revenu, agrégé par groupe de revenu. L'incidence des impôts indirects n'est pas disponible pour les pays de l'OCDE. CSS = cotisation de sécurité sociale ; IRPP = impôt sur le revenu des personnes physique ; IRS = impôt sur le revenu des sociétés ; OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques ; PFR = pays à faible revenu ; PRE = pays à revenu élevé ; PRITI = pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure ; PRITS = pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure ; TVA = taxe sur la valeur ajoutée.

contrairement aux taxes sur les biens que tout le monde doit acheter indépendamment du niveau de revenu. Dans les économies informelles, où le revenu est difficile à observer, à enregistrer et à imposer, on a davantage recours aux impôts indirects. En raison de cette dépendance, une part importante des recettes provient des pauvres⁵.

Dans les pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les dépenses en transferts directs sont faibles en moyenne et éclipsées par les dépenses destinées à financer les subventions. Le graphique O.11 compare les dépenses consacrées aux subventions agricoles et énergétiques avec l'ensemble des dépenses de protection sociale. Dans les pays à revenu élevé, les dépenses de protection sociale dépassent de loin les dépenses en subventions. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les dépenses en subventions agricoles et énergétiques sont égales aux dépenses de protection sociale, tandis que dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les pays à faible revenu, les dépenses de protection sociale représentent respectivement moins de la moitié et un dixième des dépenses en subventions agricoles et énergétiques. Seulement 20 % des dépenses en subventions profitent aux 40 % les plus pauvres de chaque pays. Autrement dit, compte tenu des faibles dépenses en transferts, les dépenses de protection sociale ne compensent guère la réduction des revenus et de la consommation due aux impôts indirects. Les subventions sont très utilisées, en partie parce qu'elles sont populaires, apportant un soutien aux nombreux groupes d'intérêt dont les pouvoirs publics dépendent pour leur soutien, contrairement aux transferts ciblés. Cependant, la forte proportion des prestations sociales qui profite aux riches souligne la nécessité de mettre en place des systèmes capables de mieux répartir les transferts. De plus en plus, les pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure mettent en place des systèmes de transfert plus solides qui peuvent profiter à un plus grand nombre de ménages, et des avancées importantes ont été réalisées dans le cadre de la riposte à la pandémie de COVID-19.

FIGURE 0.11

Les pays pauvres dépensent moins en transferts qu'en subventions, qui profitent moins aux pauvres



Sources : Subventions agricoles : Base de données du Consortium des organisations internationales pour la mesure de l'environnement politique de l'agriculture, <http://www.ag-incentives.org/> ; subventions énergétiques : Institut international du développement durable, <https://www.iisd.org/> ; protection sociale : Banque mondiale, *BOOST Open Budget Portal* (portail « Budgets ouverts »), <https://www.worldbank.org/en/programs/boost-portal>, et Fonds monétaire international, base de données sur les statistiques de finances publiques, <https://data.imf.org/gfs> ; transferts monétaires et subventions en pourcentage des prestations totales : Institut CEQ, *CEQ Data Center on Fiscal Redistribution*, <https://commitmenttoequity.org/datacenter> ; données de l'OCDE ; données de la Banque mondiale.

Note : Le panneau a compare les dépenses en subventions énergétiques et agricoles avec les dépenses de protection sociale (hors pensions) en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), agrégées par groupe de revenu. Le panneau b montre les transferts et subventions en pourcentage des prestations totales par décile de revenu du marché, agrégé par groupe de revenu. L'incidence des subventions n'est pas disponible pour les pays de l'OCDE. OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques ; PIB = produit intérieur brut ; PFR = pays à faible revenu ; PRE = pays à revenu élevé ; PRITI = pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure ; PRITS = pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure.

3. Il est difficile d'établir les priorités en matière de dépenses budgétaires, surtout en cas de restrictions budgétaires.

Certaines des décisions budgétaires les plus importantes pour un pays concernent l'affectation des dépenses pour favoriser la croissance à long terme des revenus des ménages. Les investissements dans la santé, l'éducation, les routes, l'électricité et la recherche-développement (en particulier les investissements que le secteur privé ne peut ou ne veut pas réaliser) en sont de bons exemples. Ces investissements visent généralement à remédier aux défaillances du marché ou à fournir des biens publics. Lorsque ces mesures bénéficient aux ménages situés au bas de l'échelle de distribution des revenus, leur impact sur la pauvreté et les inégalités est important. Inversement, les recettes peuvent être accrues d'une manière qui freine la croissance à long terme et a donc un impact négatif sur la pauvreté (voir encadré O.3).

Des études récentes soulignent ce point et montrent que les mesures les plus efficaces sont souvent celles qui ont un impact à long terme. Par exemple, les dépenses d'investissement dans le développement de la petite enfance peuvent être transformatrices et ouvrir la voie à une vie entière de revenus plus élevés (Hendren et Sprung-Keyser 2020 ; Holla et al. 2021). Le fait de retarder la révolution verte de dix ans aurait entraîné une perte cumulée équivalant à une année de PIB mondial (Gollin, Hansen et Wingender 2021). Des travaux récents soulignent également l'importance du contexte. La valeur de l'investissement dans un transfert monétaire, par

ENCADRÉ 0.3**Outils permettant de hiérarchiser les mesures budgétaires**

Pour évaluer l'impact d'une politique budgétaire — tant au niveau des impôts que des dépenses — sur la pauvreté et l'équité, il faut répondre à deux questions clés :

1. Qui sont les bénéficiaires ou les payeurs d'une politique budgétaire donnée et dans quelle mesure le sont-ils ? Répondre à cette question est une première étape essentielle pour évaluer les effets redistributifs de la politique budgétaire. Dans ce rapport, les résultats de la méthodologie *Commitment to Equity* (CEQ) utilisée pour analyser l'incidence des mesures budgétaires sont rassemblés et analysés pour 94 pays.
2. Quelle est la valeur de ces dépenses en termes d'avantages à long terme pour les bénéficiaires, les non-bénéficiaires et les recettes publiques ? Le concept de coût marginal des fonds publics (CMFP), une manière systématique de déterminer cette valeur, a refait surface ces dernières années et est appliqué à un large éventail de mesures de politique générale aux États-Unis. Il est utilisé plus largement aujourd'hui et, dans ce rapport, il est appliqué à certaines interventions dans des pays à revenu faible ou intermédiaire.

Dans bien des cas, le débat autour de l'impact des mesures budgétaires sur la pauvreté et les inégalités porte uniquement sur la réponse à la première question, alors qu'il faut répondre aux deux questions pour évaluer correctement tous les effets sur le bien-être. Ces informations aident les gouvernements à choisir leur politique. Une réflexion sur le bien-être est également nécessaire : quelle valeur une société accorde-t-elle à un dollar supplémentaire entre les mains des bénéficiaires d'une politique plutôt qu'entre les mains des bénéficiaires d'une autre ? Dans certains cas, l'arbitrage semble assez simple : il s'agit de choisir entre une politique assortie d'un CMFP élevé ciblant de manière appropriée les pauvres, ou une politique assortie d'un CMFP faible ciblant les riches. Le choix n'est pas toujours aussi évident, et même s'il l'est, le pays ne choisit pas toujours une politique assortie d'un CMFP élevé, ce qui reflète peut-être la difficulté à prendre en compte les avantages à long terme dans les décisions stratégiques ou l'économie politique d'un pays.

exemple, dépend du rendement des investissements ultérieurs des bénéficiaires (dans l'éducation des enfants, par exemple), de l'impact des transferts sur l'activité économique locale et de la capacité du gouvernement à capturer par l'impôt une partie de l'augmentation des revenus générée par un meilleur niveau d'instruction.

Mais il peut être difficile de privilégier les mesures bénéfiques, précisément parce que leurs avantages s'accumulent sur le long terme et ne se concrétisent pas immédiatement. Pour les politiciens, ce délai ne correspond pas à leurs réalités politiques : ils doivent montrer des résultats immédiats pour rester au pouvoir. Ils sous-investissent donc souvent dans des domaines tels que la santé, l'éducation et la recherche-développement. De même, il est difficile pour les gouvernements de privilégier la capacité de faire face à une nouvelle crise, même si cela peut être un moyen rentable de protéger les progrès accomplis. Les politiciens tirent un plus grand profit à afficher leur soutien pendant une crise qu'à investir pour éviter ou atténuer la prochaine.

Lorsque les ressources budgétaires sont limitées, il est encore plus important de se concentrer sur les mesures qui optimisent l'utilisation des ressources. En période de crise et de taux d'intérêt élevés, il est difficile de privilégier les dépenses qui présentent des avantages à long terme. C'est pourquoi les dépenses de santé et d'éducation sont souvent réduites pendant les crises (Al-Samarrai et al. 2021 ; Mohseni-Cheraghloo 2016). Il est essentiel de sélectionner et de protéger les dépenses et les mesures budgétaires à forte valeur ajoutée pour maximiser l'impact de la politique budgétaire sur le bien-être.

Trois groupes de priorités stratégiques

Le rapport se termine par un examen de trois priorités stratégiques qui reflètent à la fois les enseignements tirés de cette analyse et le besoin urgent de favoriser une reprise robuste et inclusive.

1. Des dépenses pour aujourd'hui : Réorienter les dépenses en abandonnant les subventions pour fournir une aide au revenu et stimuler la croissance

Éviter un retrait trop rapide de l'aide au revenu

En 2021 et au début de 2022, il est apparu clairement que l'aide au revenu avait été retirée trop rapidement à certains groupes vulnérables pour lesquels le niveau d'emploi et de revenu restait beaucoup plus faible qu'avant la pandémie de COVID-19. La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie pénalisait nombre de ces ménages, notamment les citoyens pauvres. La durée moyenne des programmes d'aide au titre de la COVID-19 était de quatre mois et demi, mais la majorité des programmes ont duré moins de trois mois, et près de la moitié des nouveaux programmes prévoyaient des transferts ponctuels. Selon les estimations de Gentilini et al. (2022), seulement 21 % des programmes étaient encore en vigueur au début de 2022. Au Brésil, les transferts d'urgence ont été considérablement réduits en 2021. Cette baisse, associée à un marché du travail qui ne s'était pas encore entièrement rétabli, a entraîné une augmentation de la pauvreté de 6 points de pourcentage entre 2020 et 2021 (Banque mondiale 2022a). En Indonésie, malgré la mise en place en 2021 d'une deuxième série de mesures d'aide budgétaire qui ont profité à davantage de ménages que l'aide fournie en 2020, le montant des transferts a été moins généreux et l'impact sur la pauvreté plus modéré.

L'aide au revenu est généralement nécessaire jusqu'à ce que la croissance reprenne. Toutefois, ce soutien ne doit pas nécessairement se traduire par des dépenses totales beaucoup plus importantes, à condition que l'efficacité des dépenses sociales puisse être améliorée. Le recentrage des dépenses sur des formes de protection sociale mieux ciblées que les subventions aura un impact important sur ceux qui en ont le plus besoin. Les subventions peuvent apparaître comme une solution au problème actuel de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie et de leur impact sur les pauvres. Elles peuvent également avoir la faveur du public parce que les avantages ont tendance à être répartis sur plus de bénéficiaires. Toutefois, cette popularité fait des subventions un moyen coûteux de cibler l'aide aux ménages pauvres. L'analyse de l'incidence des mesures budgétaires dans les pays à revenu faible ou intermédiaire montre qu'environ la moitié des subventions énergétiques vont aux 20 % les plus riches, qui consomment plus d'énergie et reçoivent des avantages par habitant plus importants.

Les transferts monétaires sont un mécanisme plus efficace pour soutenir les groupes pauvres et vulnérables touchés par les prix élevés de l'énergie : plus de 60 % des transferts monétaires vont aux 40 % les plus pauvres (figure O.11, panneau b). Comme les subventions, les transferts, qui ont davantage de bénéficiaires, peuvent recevoir un plus grand soutien politique — mais avoir aussi un coût plus élevé — que les programmes très ciblés. Toutefois, contrairement aux subventions, la valeur des avantages n'augmente pas pour les ménages les plus riches. Cela limite le détournement de ressources rares vers ceux qui n'en ont pas besoin. En outre, il existe peu de preuves que les subventions ont des effets bénéfiques à long terme, mais de plus en plus de preuves que les transferts monétaires peuvent aider les ménages à faire des investissements essentiels à long terme, par exemple dans l'éducation des enfants. Les transferts peuvent également stimuler l'activité économique locale et accroître les recettes de l'État en accroissant les recettes fiscales indirectes, à court et à long terme. Cette réorientation est possible. L'Indonésie, par exemple, a réussi à réorienter son aide sociale en abandonnant les subventions au profit d'un programme élargi de transferts monétaires conditionnels ayant un effet redistributif plus important. La voie des réformes n'a pas toujours été simple, mais des progrès ont été réalisés à la faveur de la formation

de coalitions politiques et de l'augmentation de l'aide directe aux ménages pauvres et vulnérables (Beaton, Lontoh et Wai-Poi 2017). L'analyse de la réforme des subventions en République dominicaine, au Ghana et en Jordanie souligne également l'importance de disposer d'une marge de manœuvre politique et de mettre en place des systèmes de transfert direct pour remplacer les subventions (Inchauste et Victor, 2017).

Donner un coup de pouce à la croissance des revenus

Les dépenses et les investissements visant à relancer immédiatement la croissance économique dans les pays qui ont du mal à se remettre de la pandémie de COVID-19 — dont beaucoup affichaient une faible croissance avant la crise — sont une priorité urgente. Au risque de se répéter, un tel soutien n'augmente pas nécessairement les dépenses si on s'efforce de dépenser plus efficacement. Les dépenses budgétaires visant à promouvoir la croissance des revenus à court terme prennent souvent la forme de subventions aux entreprises et aux agriculteurs. Cependant, les dépenses qui remédient directement aux défaillances du marché sont souvent plus rentables à long terme que les subventions visant à modifier les comportements. Deux exemples illustrent ce propos.

L'augmentation de la productivité et de l'emploi dans les entreprises devrait être une priorité pour remédier aux pertes d'emploi, en particulier dans les zones urbaines. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, le soutien budgétaire aux entreprises revêt souvent la forme de dépenses budgétaires — en fait, 40 % des dépenses fiscales de ces pays vont aux entreprises (Redonda, von Haldenwang et Aliu 2021). Les données sur l'efficacité des dépenses budgétaires sont toutefois mitigées. Selon des évaluations récentes de l'aide aux petites et moyennes entreprises, les services commerciaux personnalisés et la formation à la gestion peuvent avoir un impact important, immédiat et durable sur les bénéfices des entreprises lorsqu'ils sont bien mis en œuvre (McKenzie 2021 ; McKenzie et al. 2021 ; Quinn et Woodruff 2019).

L'augmentation de la production agricole face à la hausse des prix des intrants peut apporter des avantages importants. Les subventions aux intrants augmentent la production agricole à court terme, mais elles faussent les mesures d'incitation et entraînent des coûts à long terme pour la base de ressources naturelles. Dans les pays à faible revenu, les subventions aux intrants agricoles sont importantes et représentent environ 5 % de la valeur de la production agricole (FAO, PNUE et PNUE, 2021). Cependant, les investissements des agriculteurs sont basés non seulement sur les prix anticipés des intrants, mais aussi sur les prix des produits, sur la connaissance de la meilleure façon d'investir et sur l'accès au crédit, à l'assurance et aux marchés du travail (Duflo, Kremer et Robinson 2008 ; Rosenzweig et Udry 2020). Par conséquent, des politiques de sensibilisation et d'aide à la commercialisation bien conçues peuvent accroître l'investissement et la productivité des petits exploitants agricoles dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (Bridle et al. 2019). Contrairement aux subventions, ces politiques budgétaires peuvent entraîner une augmentation à long terme du revenu agricole.

2. Dépenser pour demain : Privilégier les dépenses ayant un impact à long terme (même en temps de crise)

Lorsque la marge de manœuvre budgétaire est étroite, il est essentiel de se concentrer sur les politiques les plus efficaces pour aider les pays à honorer leur contrat de protection sociale (encadré O.3). Les bons choix stratégiques diffèrent selon le contexte, mais les avantages à long terme devraient être pris en compte dans ces choix, même en cas de crise budgétaire — et même si les avantages ne se concrétiseront que plus tard.

Investir dans la croissance à long terme

La pandémie de COVID-19 sera lourde de conséquences sur la qualité de vie de la prochaine génération. La réduction de ces effets négatifs doit être une priorité immédiate. Bien que les interventions spécifiques visant à y remédier soient examinées ailleurs (voir par exemple Banque

mondiale, à paraître b), l'impact des pertes d'apprentissage sur la croissance future des revenus laisse escompter de bons résultats pour les mesures visant à rattraper les retards d'apprentissage. En outre, les investissements dans la recherche-développement et certaines infrastructures à forte valeur ajoutée peuvent être très rentables à long terme.

Se préparer à la prochaine crise

Les dépenses engagées aujourd'hui pour se préparer aux crises futures peuvent également être bénéfiques à long terme. La pandémie a montré de manière tragique que des années de progrès dans la réduction de la pauvreté peuvent partir en fumée lorsque les pays ne sont pas en mesure d'organiser une bonne riposte budgétaire à une crise grave. La planification financière en cas de crise dotera les pays d'un plan stratégique pour déployer des instruments financiers — mesures d'urgence, fonds de réserve et plans de réaffectation budgétaire — qui fourniront rapidement les financements nécessaires en cas de crise. Les éléments clés d'un tel plan sont les suivants :

- *Étendre la portée des stabilisateurs automatiques.* Dans les pays où le secteur informel est important, les stabilisateurs peuvent revêtir la forme de systèmes de garantie d'emploi (si l'offre de travail dans ces systèmes peut être augmentée) et de transferts indexés sur les conditions météorologiques ou les prix, comme dans le programme d'assurance-bétail du Kenya, qui protège les éleveurs du nord du pays contre la sécheresse.
- *Mettre en place des programmes de transfert monétaire adaptatifs.* Ces programmes peuvent être étendus automatiquement grâce à des protocoles pré-approuvés assortis de registres sociaux, des protocoles d'inscription libre et des systèmes de paiement numériques en cas de crise. Mais la mise à l'échelle nécessitera des données permettant de saisir la gravité d'une crise à mesure qu'elle évolue et devrait compléter les données des registres sociaux qui identifient non seulement les quasi-pauvres, mais aussi les personnes touchées par la crise. À titre d'exemple, on peut citer non seulement les mesures économiques traditionnelles, mais aussi les données qui transmettent des caractéristiques importantes telles que la mobilité de la population ou des données satellitaires sur le couvert végétal qui peuvent relayer des informations sur les inondations et l'humidité des sols.

Investir dans les données et la recherche pour éclairer les investissements futurs

De meilleures données — notamment sur les coûts de mise en œuvre des politiques — sont nécessaires pour privilégier les dépenses budgétaires bien ciblées qui optimisent l'utilisation des fonds. Il est également nécessaire d'investir davantage dans l'évaluation des initiatives prioritaires mises en œuvre à grande échelle, en particulier les évaluations à long terme ou celles qui utilisent de bons indicateurs indirects des résultats à long terme (Athey, Imbens et Kang 2019). Il est également nécessaire d'approfondir l'analyse de l'incidence budgétaire, en particulier des investissements productifs tels que les infrastructures, les subventions aux entreprises, les exonérations fiscales et les dépenses sectorielles spécifiques (telles que l'agriculture). En outre, les lacunes dans l'analyse de l'incidence budgétaire du secteur informel, des revenus supérieurs, de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt foncier et des droits de douane doivent être comblées dans la mesure du possible.

3. Si nécessaire, accroître les recettes sans aggraver le sort des pauvres

Une plus grande mobilisation des ressources nationales est également importante et peut contribuer à accroître la marge de manœuvre budgétaire à court terme. Les pays pauvres perçoivent beaucoup moins de recettes fiscales que les pays riches. Les impôts perçus par l'État représentent 11 % du PIB dans les pays à faible revenu, soit bien moins que dans les pays à revenu élevé de l'OCDE (32 % du PIB). Les différences dans les recettes fiscales reflètent les inégalités de capacité

et d'édification de l'État (Besley et Persson 2013)⁶. De même, les taux de dépenses publiques sont beaucoup plus faibles dans les pays pauvres.

Quelles mesures les pays peuvent-ils prendre pour augmenter les recettes de manière à réduire les inégalités sans accroître la pauvreté ? Sachant que le niveau d'imposition qu'un pays peut appliquer est en partie déterminé par la confiance dans l'État et le niveau et la qualité des services qu'il fournit, les pays ne peuvent pas changer rapidement de sources de recettes fiscales. Cependant, certaines réformes budgétaires offrent des options de plus en plus viables pour accroître les recettes, en partie grâce aux progrès de la technologie numérique. Si elles sont bien mises en œuvre, ces réformes peuvent être très rentables sans mettre les pauvres à contribution. L'approche suivie par les pays dépendra de leur niveau de revenu et de leur structure économique, mais ils ont le choix entre trois options :

1. *Augmenter l'impôt foncier et les nouvelles formes d'imposition progressive, comme la taxe santé et la taxe carbone.*

- L'impôt foncier est rarement perçu dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, alors qu'il joue un rôle important dans les économies avancées. Ces taxes ont généralement peu d'impact sur les personnes pauvres, car elles visent les propriétaires. Mais dans les pays où les ménages pauvres possèdent des biens (comme les agriculteurs qui possèdent un petit lopin de terre), les taux d'imposition peuvent être conçus pour avoir peu d'impact sur les pauvres. L'augmentation de l'impôt foncier nécessite des investissements dans les cadastres, de nouvelles méthodes d'évaluation et une bonne coordination entre le gouvernement central et les collectivités locales. Ces éléments, à leur tour, peuvent nécessiter d'importants investissements initiaux dans la capacité de mise en œuvre, ce qui réduit le gain initial de recettes nettes. La technologie peut aider. Par exemple, le Rwanda a utilisé des drones pour mettre à jour les cadastres urbains à Kigali.
- Les taxes sur la santé qui prennent la forme d'impôts indirects sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées peuvent sembler régressives et faibles, mais elles sont en fait progressives sur la durée de vie du contribuable et ont des retombées financières appréciables, compte tenu des avantages pour la santé. Ces taxes sont également relativement faciles à mettre en œuvre.
- Enfin, face à l'urgence créée par le changement climatique, il convient d'envisager des mesures budgétaires pour réduire les émissions de dioxyde de carbone et encourager l'utilisation d'énergies propres. Il existe des preuves solides — principalement dans les pays à haut revenu — que les taxes sur le carbone réduisent les émissions, et peu de preuves qu'elles ont un effet négatif sur la croissance du PIB et l'emploi (Dussaux 2020 ; Martin, de Preux et Wagner 2014 ; Metcalf et Stock 2020 ; Misch et Wingender 2021 ; Schroder 2021). Une analyse transnationale montre que la taxe carbone peut augmenter les recettes sans accroître les inégalités dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (Dorband et al. 2019), mais les ménages pauvres doivent également la payer et des transferts sont donc nécessaires pour compenser. Chacune de ces catégories d'impôts touchera de manière disproportionnée certains groupes (tels que les propriétaires de biens immobiliers urbains, les producteurs de boissons alcoolisées et les secteurs à forte intensité de carbone), et la mise en œuvre de ces réformes ne sera donc pas toujours aisée.

2. *Améliorer la progressivité de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et de l'impôt sur les sociétés.* Dans certains pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, l'augmentation de la progressivité de l'IRPP pourrait être aussi simple que la révision des taux d'imposition et pourrait être mise en œuvre à court terme. Dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, cela nécessiterait d'investir dans des systèmes de données administratives et d'assurer un suivi à long terme afin d'observer toutes les sources de

revenu des personnes situées en haut de l'échelle de distribution des revenus (y compris les activités des entreprises et le revenu des capitaux). Un impôt sur le revenu des sociétés est susceptible d'être progressif et constitue un complément important à l'IRPP, qui est déjà en place dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire. Dans tous les pays, il pourrait être plus utile de réévaluer les incitations fiscales offertes aux grandes entreprises et aux multinationales et d'officialiser les activités des moyennes entreprises du secteur informel. Les incitations fiscales sont le fruit de négociations entre les grandes entreprises et l'administration publique, et elles peuvent donc être importantes, difficiles à modifier et pas toujours d'une grande valeur sociale.

3. *Envisager la fiscalité indirecte et les transferts directs qui l'accompagnent pour compenser les effets négatifs.* À court terme, les pays à revenu faible ou intermédiaire ne seront pas en mesure de générer beaucoup de recettes fiscales avec la deuxième option en raison du caractère largement informel de l'économie. Bien que la création d'un secteur formel plus dynamique soit importante dans ces pays, l'augmentation des recettes à court terme nécessitera souvent une augmentation des impôts indirects (si les taux ne sont pas trop élevés). Même si ces sources d'imposition indirecte sont moins régressives dans les pays à faible revenu, elles constituent toujours une part importante du revenu des pauvres et ne contribuent pas à réduire les inégalités. L'augmentation des impôts indirects devra s'accompagner d'une augmentation des transferts directs pour compenser les effets de la hausse des impôts sur la pauvreté. À mesure que les transferts directs augmentent, il est essentiel qu'ils ciblent les ménages situés au bas de l'échelle de distribution de la consommation pour compenser l'impact d'une augmentation de la fiscalité indirecte.

À long terme, une meilleure gestion de la dette sera essentielle pour accroître la marge de manœuvre budgétaire des pays afin qu'ils puissent se remettre de la pandémie et faire face aux crises actuelles et futures. Le *Rapport sur le développement dans le monde 2022 : La finance au service d'une reprise équitable* décrit les mesures qui peuvent être adoptées pour la gestion de la dette. Il s'agit notamment de prendre des mesures pour réduire de manière proactive l'exposition aux risques susceptibles d'alourdir la dette publique, comme la poursuite de la réforme de la réglementation des marchés financiers, l'amélioration de la transparence de la dette et la mise en œuvre d'un cadre commun pour la restructuration ou l'allègement de la dette (Banque mondiale 2022b).

Enfin, il est également essentiel d'accroître l'efficacité des dépenses. Une administration publique plus efficace (en améliorant les processus de passation des marchés et en offrant des incitations aux gestionnaires du secteur public, par exemple) peut accroître, à son tour, l'efficacité et la qualité des dépenses publiques et augmenter la valeur de chaque dépense.

Une bonne politique budgétaire est essentielle pour corriger le tir, mais cela ne suffira pas

Si elles sont mises en œuvre aujourd'hui, des réformes budgétaires ambitieuses destinées à promouvoir la croissance tout en réduisant les inégalités pourraient faire revenir les tendances à la réduction de la pauvreté aux niveaux d'avant la pandémie. En général, l'augmentation de la progressivité de l'impôt et des dépenses est plus efficace pour faire reculer l'extrême pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure que dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les pays à faible revenu. En d'autres termes, le passage à une politique budgétaire plus progressive permettra un retour sur la trajectoire pré-pandémique dans la plupart des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Cependant, pour les pays à faible revenu, la promotion de la croissance par le biais de mesures budgétaires devrait permettre de réduire plus rapidement la pauvreté à moyen terme. Compte tenu des limites de la politique budgétaire, d'autres réformes des politiques publiques seront nécessaires

pour stimuler la croissance, en particulier pour accroître les revenus des ménages les plus pauvres. Des actions de soutien au niveau mondial seront également nécessaires. Même si un changement de cap s'avère insuffisant pour mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030, le changement doit être amorcé dès maintenant pour assurer une reprise durable après les crises multiples actuelles.

Notes

1. Le rapport présente pour la première fois des chiffres officiels de la pauvreté pour 2019 et montre que la planète est entrée dans la crise du COVID-19 dans une position faible du point de vue de la réduction de la pauvreté mondiale. Le taux de pauvreté dans le monde est tombé à 8,4 % en 2019. Bien qu'il continue à baisser, les facteurs de progrès qui ont permis de réduire le nombre de pauvres dans le monde de plus d'un milliard entre 1990 et 2013 ne sont plus présents, comme la croissance rapide des pays comptant une part importante des pauvres dans le monde pendant cette période — en particulier la Chine. La réduction de l'extrême pauvreté a progressé plus lentement de 2014 à 2019. Bien que le rythme de réduction de la pauvreté soit resté constant à des seuils de pauvreté plus élevés, cela reflète des progrès négligeables dans la réduction du nombre de pauvres par rapport au seuil de pauvreté de 6,85 dollars dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.
2. Cet exercice a été réalisé pour 60 pays aux caractéristiques diverses, en utilisant des seuils de pauvreté basés sur les caractéristiques sociales de chaque pays.
3. Les détails de ces simulations figurent dans Mahler, Yonzan et Lakner (2022) et utilisent les résultats d'Artuc et al. (2022).
4. Le rapport se concentre sur les questions budgétaires, à savoir l'augmentation des recettes à court et moyen terme et la réorientation des dépenses vers la protection et la croissance à long terme. La faisabilité technique est un critère clé pour recommander une mesure plutôt qu'une autre. Cependant, la véritable faisabilité d'une réforme durable et efficace dépend du soutien politique dont elle bénéficie. Bien que ce rapport n'aborde pas la question de savoir ce qui rend une réforme envisageable du point de vue politique (ce qui doit être déterminé pays par pays), l'analyse et les outils présentés ici permettent d'identifier clairement les gagnants et les perdants de toute réforme.
5. C'est le cas même si les impôts indirects sont beaucoup moins régressifs (et peuvent même être progressifs) dans les pays ayant un important secteur informel, car, dans les économies informelles, les achats ne sont souvent pas enregistrés, de sorte que le montant perçu au titre des impôts indirects est également plus faible.
6. C'est la raison pour laquelle il n'existe pas de ratio impôts/PIB optimal dans tous les pays, bien que certaines données indiquent un point charnière — compris entre 12 % et 13 % du PIB — au-dessus duquel la croissance et la réduction de la pauvreté s'accroissent (Gaspar, Jaramillo et Wingender 2016).

Références

- Ahmed, Tashrik, Timothy Robertson, Petra Vergeer, Peter M. Hansen, Michael A. Peters, Anthony Adofu Ofori, Charles Mwansambo, et al. 2022. "Healthcare Utilization and Maternal and Child Mortality during the COVID-19 Pandemic in 18 Low- and Middle-Income Countries: An Interrupted Time-Series Analysis with Mathematical Modeling of Administrative Data." *PLoS Medicine* 19 (8): e1004070.
- Al-Samarrai, Samer, Pedro Cerdan-Infantes, Aliya Bigarinova, Juanita Bodmer, Marianne Joy Anacleto Vital, Manos Antoninis, Bilal Fouad Barakat, et al. 2021. *Education Finance Watch 2021* (English). Washington, DC: World Bank Group.
- Aminjonov, U., O. Bargain, and T. Bernard. 2021. "Gimme Shelter: Social Distancing and Income Support in Times of Pandemic." IZA Discussion Paper No. 14967, Institute of Labour Economics, University of Bonn, Germany.
- Artuc, Erhan, Guillermo Falcone, Guido Porto, and Bob Rijkers. 2022. "War-Induced Food Price Inflation Imperils the Poor" *VOX EU CEPR* (blog), April 1, 2022. <https://voxeu.org/article/war-induced-food-price-inflation-imperils-poor>
- Athey, S., R. Chetty, G. W. Imbens, and H. Kang. 2019. "The Surrogate Index: Combining Short-Term Proxies to Estimate Long-Term Treatment

- Effects More Rapidly and Precisely.” NBER Working Paper 26463, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Beaton, Chris, Lucky Lontoh, and Matthew Wai-Poi. 2017. “Indonesia: Pricing Reforms, Social Assistance, and the Importance of Perceptions.” In *The Political Economy of Energy Subsidy Reform*, edited by Gabriela Inchauste and David Victor. Washington, DC: World Bank.
- Beazley, Rodolfo, Marta Marzi, and Rachael Steller. 2021. *Drivers of Timely and Large-Scale Cash Responses to COVID-19: What Does the Data Say? Social Protection Approaches to COVID-19: Expert Advice (SPACE)*. London: DAI Global UK Ltd.
- Besley, T., and T. Persson. 2013. “Taxation and Development.” In *Handbook of Public Economics*, vol. 5, edited by A. J. Auerbach, R. Chetty, M. Feldstein, and E. Saez. Amsterdam: North Holland.
- Bhalla, Surjit, Karan Bhasin, and Arvind Virmani. 2022. “Pandemic, Poverty, and Inequality: Evidence from India.” IMF Working Paper No. 2022/069, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bridle, Leah, Jeremy Magruder, Craig McIntosh, and Tavneet Suri. 2019. “Experimental Insights on the Constraints to Technology Adoption.” Working Paper, Agricultural Technology Adoption Initiative, Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab, Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, MA; and Center for Effective Global Action, University of California, Berkeley.
- Dorband, Ira, Michael Jakob, Matthias Kalkuhl, and Jan Christoph Steckel. 2019. “Poverty and Distributional Effects of Carbon Pricing in Low- and Middle-Income Countries: A Global Comparative Analysis.” *World Development* 115: 246–57.
- Duflo, Esther, Michael Kremer, and Jonathan Robinson. 2008. “How High Are Rates of Return to Fertilizer? Evidence from Field Experiments in Kenya.” *American Economic Review* 98 (2): 482–88.
- Dussaux, D. 2020. “The Joint Effects of Energy Prices and Carbon Taxes on Environmental and Economic Performance: Evidence from the French Manufacturing Sector.” OECD Environment Working Paper 154, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris.
- FAO (Food and Agriculture Organization), UNDP (United Nations Development Programme), and UNEP (United Nations Environment Programme). 2021. “A Multi-Billion-Dollar Opportunity—Repurposing Agricultural Support to Transform Food Systems.” Rome: FAO. <https://doi.org/10.4060/cb6562en>.
- Fuglie, Keith, Madhur Gautam, Aparajita Goyal, and William F. Maloney. 2020. *Harvesting Prosperity: Technology and Productivity Growth in Agriculture*. Washington, DC: World Bank.
- Gaspar, Vitor, Laura Jaramillo, and Philippe Wingender. 2016. “Tax Capacity and Growth: Is There a Tipping Point?” IMF Working Paper 16/234, International Monetary Fund, Washington DC.
- Gentilini, Ugo, Mohamed Bubaker, Alsafi Almenfi, T. M. M. Iyengar, Yuko Okamura, John Austin Downes, Pamela Dale, et al. 2022. *Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures*. Washington, DC: World Bank.
- Gollin, D., C. W. Hansen, and A. M. Wingender. 2021. “Two Blades of Grass: The Impact of the Green Revolution.” *Journal of Political Economy* 129 (8): 2344–84.
- Hendren, Nathaniel, and Ben Sprung-Keyser. 2020. “A Unified Welfare Analysis of Government Policies.” *Quarterly Journal of Economics* 135 (3): 1209–1318.
- Heuveline, Patrick. 2022. “Global and National Declines in Life Expectancy: An End-of-2021 Assessment.” *Population and Development Review* 48 (1): 31–50.
- Holla, Alaka, Magdalena Bendini, Lelys Dinarte, and Iva Trako. 2021. “Is Investment in Preprimary Education Too Low? Lessons from (Quasi) Experimental Evidence across Countries.” Policy Research Working Paper 9723, World Bank, Washington, DC.
- Inchauste, Gabriela, and David Victor. 2017. *The Political Economy of Energy Reform*. Washington, DC: World Bank.
- Kose, M. Ayhan, Franziska Ohnsorge, Carmen M. Reinhart, and Kenneth S. Rogoff. 2022. “The Aftermath of Debt Surges.” *Annual Review of Economics* 14.
- Loayza, Norman V. 2020. “Costs and Trade-Offs in the Fight Against the COVID-19 Pandemic: A Developing Country Perspective.” Research and Policy Brief 35, World Bank, Washington, DC.
- Mahler, Daniel Gerszon, Nishant Yonzan, and Christoph Lakner [randomized order]. 2022.

- “The Impact of COVID-19 on Global Inequality and Poverty.” World Bank, Washington DC.
- Martin, Ralf, Laure B. de Preux, and Ulrich J. Wagner. 2014. “The Impact of a Carbon Tax on Manufacturing: Evidence from Microdata.” *Journal of Public Economics* 117: 1–14.
- Martin, W., and K. Anderson. 2011. “Export Restrictions and Price Insulation During Commodity Price Booms.” Policy Research Working Paper 5645, World Bank, Washington, DC.
- Martin, Will, and Kym Anderson. 2011. “Export Restrictions and Price Insulation during Commodity Price Booms.” Policy Research Working Paper 5645, World Bank, Washington, DC.
- McEwan, Patrick J. 2012. “Cost-Effectiveness Analysis of Education and Health Interventions in Developing Countries.” *Journal of Development Effectiveness* 4(2): 189–213.
- McKenzie, David. 2021. “Small Business Training to Improve Management Practices in Developing Countries: Reassessing the Evidence for ‘Training Doesn’t Work.’” *Oxford Review of Economic Policy* 37 (2): 276–301.
- McKenzie, David, Christopher Woodruff, Kjetil Bjorvatn, Miriam Bruhn, Jing Cai, Juanita Gonzalez-Uribe, Simon Quinn, et al. 2021. “Training Entrepreneurs.” *VoxDevLit* 1 (2).
- Metcalf, Gilbert E., and James H. Stock. 2020. “Measuring the Macroeconomic Impact of Carbon Taxes.” *American Economic Review Papers and Proceedings* 110: 101–06.
- Misch, Florian, and Philippe Wingender. 2021. “Revisiting Carbon Leakage.” Working Paper No. 2021/207, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Mohseni-Cheraghloo, A. 2016. “The Aftermath of Financial Crises: A Look on Human and Social Wellbeing.” *World Development* 87: 88–106.
- Quinn, Simon R., and Christopher Woodruff. 2019. “Experiments and Entrepreneurship in Developing Countries.” *Annual Review of Economics* 11: 225–48.
- Ravallion, Martin. 2022. “Filling a Gaping Hole in the World Bank’s Global Poverty Measures: New Estimates of Poverty in India since 2011.” Centre for Global Development Notes, Centre for Global Development, Washington, DC. [https://www.cgdev.org/publication/filling-gaping-hole-world-banks-global-poverty-measures-new-estimates-poverty-india#:~:text=Ravallion%20\(2016\)%20proposes%20that%20the,zero%20at%20the%20poverty%20line.](https://www.cgdev.org/publication/filling-gaping-hole-world-banks-global-poverty-measures-new-estimates-poverty-india#:~:text=Ravallion%20(2016)%20proposes%20that%20the,zero%20at%20the%20poverty%20line.)
- Redonda, Agustin, Christian von Haldeman, and Flurim Aliu. 2021. “Companion Paper to the Global Tax Expenditures Database.” Global Tax Expenditures Database, German Development Institute.
- Rosenzweig, Mark R., and Christopher Udry. 2020. “External Validity in a Stochastic World: Evidence from Low-Income Countries.” *Review of Economic Studies* 87 (1): 343–81.
- Roy, Sutirtha S., and Roy van der Weide. 2022. “Poverty in India Has Declined over the Last Decade but Not as Much as Previously Thought.” Policy Research Working Paper 9994, World Bank, Washington, DC.
- Sandefur, Justin. 2022. “The Great Indian Poverty Debate, 2.0.” *Centre for Global Development Blog*, April 19, 2022. <https://www.cgdev.org/blog/great-indian-poverty-debate-20>.
- Sarma, Nayantara, and Pedro Olinto. Forthcoming. “Impact of India’s COVID-Relief Food Transfers on Relative Changes in Consumption Expenditure. Unpublished manuscript, World Bank, Washington, DC.
- Schroder, C. 2021. “Regime-Dependent Environmental Tax Multipliers: Evidence from 75 Countries.” Policy Research Working Paper 9640, World Bank, Washington, DC.
- Shamdasani, Yogita. 2021. “Rural Road Infrastructure and Agricultural Production: Evidence from India.” *Journal of Development Economics* 152: 102686.
- Sosa, Mariano, and Matthew Wai-Poi. Forthcoming. “Fiscal Policy and Equity in Developing Countries: A Survey of International Patterns and Lessons.” Background paper prepared for this report, World Bank, Washington, DC.
- WHO (World Health Organization). 2022. “Global Excess Deaths Associated with COVID-19, January 2020–December 2021.” <https://www.who.int/data/stories/global-excess-deaths-associated-with-covid-19-january-2020-december-2021>
- World Bank. 2013. *World Development Report 2014: Risk and Opportunity—Managing Risk for Development*. Washington, DC: World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/16092>.
- World Bank. 2022a. *Brazil Poverty and Equity Assessment: Looking Ahead of Two Crises*. Washington, DC: World Bank.

World Bank. 2022b. *World Development Report 2022: Finance for an Equitable Recovery*. Washington, DC: World Bank.

World Bank. Forthcoming a. *Europe and Central Asia Economic Update, Fall 2022: Social Protection for Recovery*. Europe and Central

Asia Economic Update 14. Washington, DC: World Bank.

World Bank. Forthcoming b. *Collapse and Recovery: How the COVID-19 Pandemic Eroded Human Capital and What to Do About It*. Washington, DC: World Bank.

ECO-AUDIT

Déclaration des avantages environnementaux

Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à réduire son empreinte environnementale. À l'appui de cet engagement, nous exploitons des moyens d'édition électronique et des outils d'impression à la demande installés dans des centres régionaux à travers le monde. Ensemble, ces initiatives permettent une réduction des tirages et des distances de transport, ce qui se traduit par une baisse de la consommation de papier, de l'utilisation de produits chimiques, des émissions de gaz à effet de serre et des déchets.

Nous suivons les normes relatives à l'utilisation du papier recommandées par l'Initiative Green Press. La plupart de nos livres sont imprimés sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC) et contenant entre 50 et 100 % de fibre recyclée dans la quasi-totalité des cas. Cette fibre est soit écrue, soit blanchie à l'aide d'un procédé totalement sans chlore (TCF), d'un traitement sans chlore (PCF) ou d'un blanchiment sans chlore élémentaire amélioré (EECF).

D'autres informations sur les principes environnementaux de la Banque sont disponibles sur le site <http://www.worldbank.org/corporateresponsibility>.



La pandémie de COVID-19 a provoqué un net recul dans la lutte contre la pauvreté — probablement le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale. De nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire n'ont pas encore connu une reprise complète. Le surendettement de nombreux pays a empêché une reprise rapide, tandis que la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie — accentuée en partie par les conflits et les chocs climatiques — contrarie les efforts faits pour lutter contre la pauvreté. Ces revers ont modifié la trajectoire de la réduction de la pauvreté de façon durable et profonde, éloignant le monde de l'objectif de mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030.

L'année 2020 a marqué un tournant historique : une ère de convergence des revenus mondiaux a fait place à une divergence mondiale, les personnes les plus pauvres du monde étant les plus durement touchées. Les plus riches se sont relevés de la crise à un rythme plus rapide, exacerbant encore les différences. Cette divergence de fortune entre les riches et les pauvres de la planète a provoqué la première augmentation des inégalités dans le monde depuis des décennies.

Le *Rapport 2022 sur la pauvreté et la prospérité partagée : Corriger le tir* présente la première analyse complète de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté dans les pays en développement. Il indique comment ces pays peuvent optimiser leur politique budgétaire pour aider à redresser la barre. Alors que les mesures budgétaires prises compensent entièrement l'impact de la pandémie sur la pauvreté dans les pays à revenu élevé, elles compensent à peine un quart de cet impact dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Pour mieux soutenir les ménages en cas de crise prolongée, il faudra réorienter les dépenses de protection sociale en remplaçant les subventions généralement régressives et inefficaces par un système de transferts directs — une première priorité essentielle.

Réorienter les dépenses budgétaires pour favoriser la croissance est une deuxième priorité essentielle identifiée dans le rapport. Certaines des dépenses publiques les plus importantes ne portent leurs fruits que des décennies plus tard. En période de crise, il est difficile de protéger ces investissements, mais il est essentiel de le faire. Enfin, il ne suffit pas de dépenser judicieusement — lorsque des recettes supplémentaires doivent être mobilisées, elles doivent l'être de façon à minimiser les baisses de revenu subies par les plus pauvres. À cet égard, le rapport montre qu'il peut être utile d'explorer les formes sous-utilisées de fiscalité progressive et d'améliorer l'efficacité du recouvrement des impôts.

La série de rapports Pauvreté et prospérité partagée est une série biennale qui rend compte des tendances mondiales en matière de pauvreté et de prospérité partagée. Chaque rapport examine également un obstacle majeur à la réduction de la pauvreté et au partage de la prospérité, en évaluant ce qui est efficace et ce qui ne l'est pas dans différents contextes. En rassemblant les données les plus récentes, ce rapport phare de la Banque mondiale apporte un éclairage sur les moyens de mettre fin à l'extrême pauvreté et d'améliorer la vie des pauvres dans tous les pays du monde. Pour plus de renseignements, veuillez visiter le site worldbank.org/poverty-and-shared-prosperity.

